Les chiffres d'affaires consolidés sont variables d'un trimestre ou d'une année sur l'autre en fonction :
— des dates de facturation ;
— des modifications du périmètre de consolidation.

05651

ENTREPRISE GENERALE DE TRANSPORTS DU NORD (EGTN)

Société anonyme au capital de 3 445 000 €.
Siège social : 30, rue du Général Kœnig, 59211 Santes.
455 504 324 R.C.S. Lille.

Chiffres d'affaires consolidés (hors taxes).
(En milliers d'euros.)

	2005	2004
Premier trimestre	3 312	3 784
Deuxième trimestre	3 744	4 041
Troisième trimestre	4 476	4 162
Total	11 532	11 987
EGTN maison-mère	5 360	6 368
Filiale CDTI	4 031	3 502
Filiale Lebeau	2 141	2 117

Commentaires : Le chiffre d'affaires consolidé s'est amélioré par rapport à 2004, marquant une tendance favorable à la reprise de l'activité particulièrement pour la filiale CDTI.

05636

EURALTECH

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 28 928 964,09 €.
Siège social : 5, rue Maryse Bastié, Z.I de Saint-Guénault, Courcouronnes, 91031 Evry Cedex.
352 919 054 R.C.S. Evry.

A. — Rapport d'activité.

Le premier semestre 2005 est marqué par une forte pression sur les prix pour les sociétés du groupe agissant dans le secteur automobile. Cette pression, résulte de deux facteurs concomittents : la baisse des investissements 2005 dans le secteur et la hausse du prix des matières premières.

Les principaux évènements intervenus au cours du semestre sont les suivants :

— En date du 5 mars 2005, faisant suite à la réorganisation de la maison mère en holding d'animation sans activité opérationnelle, Euraltech S.A. a signé un accord de conversion de sa ligne de découvert de 2,5 M€ en emprunt moyen terme remboursable sur 46 mois. En contrepartie, les 66 673 titres d'Euraltech TI détenus par Euraltech S.A. ont été nantis au profit de l'organisme prêteur ;

— En date du 15 mars 2005, a été créée la société Macri Makina (Bursa-Turquie) filiale à 99 % de Macri Boussard ;

— Regroupement du site de Euraltech TI Rambure (Villiers sur Marne) sur le site d'Evry d'Euraltech TI dont la finalisation est intervenue le 14 octobre 2005.

A titre d'événement post clôture, réuni en date du 19 octobre 2005 le conseil de surveillance a nommé M. Gilles Cachot président du directoire, en remplacement de M. René Franceschetti démissionnaire. Le conseil de surveillance, eu égard aux bons résultats des activités Services, renouvelle sa confiance à M. René Franceschetti qui est appelé à développer cette activité au sein du groupe Euraltech.

Un litige client significatif est en cours avec une filiale française du groupe et figure en passif latent au 30 juin 2005.

Activité.

Le groupe Euraltech se conforme pour l'arrêté de ses comptes au 30 juin 2005 au règlement européen relatif à l'application depuis le 1er janvier 2005 des normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standard Board).

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Euraltech sur le premier semestre 2005 s'élève à 65,0 M€ contre 69,5 M€ en diminution de 6,5 % par rapport au premier semestre 2004.

— Le chiffre d'affaires de la division Ensemblier s'est établi à 28,6 M€ pour 31,5 M€ budgété. Cette division a connu un différé conjoncturel d'activité sur les premiers mois de l'année suivi d'un bon redémarrage des prises de commandes depuis le mois de juin. Le manque d'activité du premier semestre a dégradé la rentabilité de la division.

— La division Ingénierie Industrielle a réalisé un chiffre d'affaires de 19,8 M€ pour un budget de 18,6 M€ suite à un bon report de début d'année. Toutefois comme annoncé à l'assemblée générale le 28 juin, le niveau des prises de commandes et la rentabilité des affaires conclues au premier semestre sont nettement inférieurs aux attentes.

— Le chiffre d'affaires réalisé par la division services est de 19,5 M€ pour 19,7 M€ au budget : le premier semestre a notamment été marqué par un très bon niveau de prises de commandes et par la conclusion de contrats pluri-annuels importants. La rentabilité de la division est dégardée par les mauvais résultat de National Standard mais reste positive.

Comparé au 30 juin 2004, aucune variation de périmètre n'est intervenue.

Le résultat opérationnel consolidé au 30 juin 2005, hors dépréciations et provisions s'élève à – 2,5 M€ pour – 1,9 M€ au premier semestre 2004. La dépréciation de l'intégralité de l'écart d'acquisition de AIC-Egimo (holding de la société Macri Boussard division ingenierie), soit – 7,4 M€ et la dotation aux amortissements et provisions de – 1,2 M€ amènent le résultat opérationnel consolidé au 30 juin 2005 à – 11,2 M€ étant précisé que les amortissements et provisions précédents n'ont aucun impact sur la trésorerie du groupe au 30 juin 2005.

Le résultat financier s'élève à – 0,8 M€, constant par rapport à celui du 30 juin 2004.

Le résultat exceptionnel a été entièrement reclassé en résultat d'exploitation dès 2004, en application des normes comptables internationales IFRS obligatoires à compter du 1er janvier 2005.

Une charge d'impôt de – 3,1 M€ a été comptabilisée au 30 juin 2005 constituée principalement d'une désactivation des impôts différés à hauteur de – 2,4 M€, la encore sans incidence sur la trésorerie du groupe. Le tax planning du groupe a été revu en conséquence.

Le résultat net groupe s'élève donc à – 15,1 M€ contre – 1,9 M€ au 30 juin 2004.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à – 0,1 M€, sur la base de comptes non audités au 30 juin 2005.

Perspectives.

Les prises de commandes hors groupe cumulées s'élèvent à 106,4 M€ (hors carnet d'ouverture) au 30 septembre 2005 en diminution de 9 M€ par rapport au 30 septembre 2004 (115,3 M€).

En ce qui concerne la division services, les perspectives du second semestre s'annoncent favorables en rentabilité opérationnelle. Par contre la division ensemblier et la division ingénierie industrielle nécessitent une restructuration opérationnelle et organisationnelle importante.

Dans ce contexte difficile, Euraltech confirme l'objectif annuel annoncé lors de l'assemblée générale du 28 juin 2005, soit un chiffre d'affaires consolidé de 127 M€, en diminution de 23 M€ par rapport à 2004.

Les principales actions déjà menées sont les suivantes :

— des mesures de réductions de coûts : un plan de restructuration chez Idem permettant une économie de coûts de 500 K€ en année pleine 2006, le regroupement du site de TI Rambure (Villiers sur Marne) et du site de Savigny (agence Cotumer) sur le site de TI Evry permettant aux deux entités une économie de coûts de 500 K€ en année pleine 2006 ; la fermeture du site de Charleville Mézières (Macri Boussard).

— des mesures de simplification juridique : deux transmissions universelles de patrimoine à compter du 1er juillet 2005 dans le sous groupe Macri Boussard (Guiro dans AIC Egimo, RDR dans Macri Boussard).

Les principales actions en cours sont les suivantes :

— le rachat des titres Euraltech services par Euraltech S.A. à Euraltech TI afin de contribuer au désendettement de Euralatech TI et d'assurer les meilleures conditions de développement de la division service sur ses métiers ;

— la mise en œuvre de synergies fortes entre les divisions Ingénierie Industriel et ensemblier.

L'actionnaire de référence P2C Investissements s'est déclaré prêt à soutenir ce plan en garantissant une augmentation de capital par appel au marché. L'assemblée générale extraordinaire statuant sur cette décision sera réunie au cours du 1er semestre 2006.

Résultats de la société-mère Euraltech S.A.

Données financières relatives à la société-mère (en milliers d'euros) :

(En K€)	Juin 2005	Juin 2004
Chiffre d'affaires	1 977	2 186
Résultat d'exploitation	– 166	– 379
Résultat financier	– 7 452	1 662
Résultat net	– 8 306	660

Le chiffre d'affaires de la société Euraltech S.A. qui s'élève à 2,0 M€ au premier semestre 2005 est constitué principalement d'une part des facturations de prestations de services au profit des sociétés du groupe 1,0 M€ et d'autre part de 1,0 M€ au titre de « Facturations boîtes aux lettres » pour le compte des sociétés du groupe.

Le résultat financier est principalement constitué d'une dotation aux provisions pour dépréciation des titres de AIC-Egimo (holding de la société Macri Boussard division ingénierie).

B. — Comptes consolidés au 30 juin 2005.

I. — Bilan consolidé au 30 juin 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	30/06/05	31/12/04 (*)
Ecart d'acquisition	1	16 461	23 863
Immobilisations incorporelles	2	465	625
Immobilisations corporelles	3	7 522	8 656
Participations dans les entreprises associées	4	0	0
Actifs financiers disponibles à vente		289	889
Actifs financiers non courants	5	4 792	5 627

Actif	Notes	30/06/05	31/12/04 (*)
Impôts différés	6	1 714	4 114
Actifs non courants		31 242	43 774
Actifs non courant destinés à être cédés		0	0
Stocks	7	2 380	2 452
Clients	8	49 177	56 809
Montant brut à recevoir des clients sur contrats de constructions	9	27 245	23 787
Actifs financiers courants	5	2 835	3 093
Autres actifs courants	10	10 954	11 085
Trésorerie & équivalents	11	2 058	2 305
Actifs courants		94 647	99 530
Total actifs		125 889	143 304

Passif	Notes	30/06/05	01/12/04 (*)
Capital	12	28 929	28 929
Prime d'émission		20 902	20 902
Réserves et résultat part du groupe		– 30 495	– 15 264
Capitaux propres (part du groupe)		19 336	34 567
Intérêts minoritaires		47	42
Capitaux propres		19 383	34 610
Emprunts	13	15 445	17 342
Provisions pour retraite et autres avantages assimilés	15	1 583	1 528
Autres provisions non courantes	14	1 572	1 594
Autres passifs financiers non courants	13	5 320	3 929
Impôts différés	6	69	76
Passifs non courants		23 988	24 470
Passifs liés aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Passifs financiers courants	13	17 605	18 083
Provisions part courante	14-15	20	20
Fournisseurs		38 678	36 849
Montant brut dû aux clients sur contrats de constructions	9	2 450	3 951
Autres passifs courants	16	23 766	25 322
Passifs courants		82 518	84 225
Total passifs		125 889	143 304

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

II. — **Compte de résultat consolidé.**

(En milliers d'euros.)

	Note	Premier semestre 2005	Premier semestre 2004 (*)	Année 2004 (*)
Chiffres d'affaires	17	64 985	69 544	143 833
Autres revenus des activités ordinaires	17	183	156	375
Coûts des biens et services consommés	18	– 45 639	– 46 704	– 96 488
Charges de personnel	25	– 21 573	– 21 822	– 44 301
Impôts et taxes	18	– 1 198	– 1 253	– 2 623
Amortissements et dépréciations	18	– 1 242	57	– 582
Dépréciations suite aux tests de valeur	18	– 7 403	– 1 214	– 1 208
Autres produits et charges opérationnelles	18	712	– 628	3 051
Résultat opérationnel des activités maintenues	18	– 11 175	– 1 864	2 057
Coût de l'endettement financier	19	– 775	– 746	– 1 513
Autres charges financières nettes	19	82	9	– 275
Quote-part dans le résultat net des entités associées	4	– 94	0	– 267
Résultat avant impôt des activités maintenues		– 11 962	– 2 601	1
Impôts sur les résultats	6	– 3 146	79	– 454
Résultat après impôt des activités maintenues		– 15 107	– 2 523	– 454
Résultat relatif aux activités abandonnées ou en cours de cession	29	0	550	589
Résultat de l'exercice		– 15 107	– 1 972	136
Dont quote-part du groupe		– 15 112	– 1 976	125
Dont quote-part des minoritaires		4	4	10
Résultat net (part groupe) par action en euros	23	– 0,80	– 0,10	0,01
Résultat net (part groupe) dilué par action en euros	23	– 0,80	– 0,10	0,01

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

III. — **Variation des capitaux propres.**

(En milliers d'euros.)

	Capital	Prime liée au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Ecarts de conversion	Total capitaux propres part-groupe	Intérêt minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres 31 décembre 2003 normes françaises	28 929	20 902	– 320	– 15 824		33 687	49	33 736
Incidence de la première application des normes IFRS				1 206		1 206		1 206
Capitaux propres au 1er janvier 2004 (*)	28 929	20 902	– 320	– 14 618	652	34 893	49	34 942
Résultat				125		125	10	136
Ecarts de conversion					– 451	– 451		– 451
Dividendes versés								
Variation de capital								
Variation de périmètre							– 17	– 17
Capitaux propres au 31 décembre 2004 (*)	28 929	20 902	– 320	– 14 493	201	34 567	42	34 610
Résultat				– 15 112		– 15 112	4	– 15 107
Ecarts de conversion					– 119	– 119		– 119
Dividendes versés								
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente								
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés								
Variation des actions propres								
Capitaux propres au 30 juin 2005	28 929	20 902	– 320	– 29 604	82	19 337	46	19 383

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

IV. — **Tableau des flux de trésorerie.**
(En milliers d'euros.)

	Note	Premier semestre 2005	Année 2004 (*)
Résultat net		– 15 107	136
Parts dans les résultats nets des entreprises associées nette des dividendes reçus		94	267
Dotations nettes aux amortissements et provisions		8 092	2 442
Profits nets sur cessions d'éléments d'actifs		336	– 873
Impôts différés		2 393	– 451
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie (1)		0	– 3 182
Marge brute d'autofinancement (A)		– 4 192	– 1 661
Variation des stocks		72	602
Variation des créances d'exploitation		5 330	22 821
Variation des dettes d'exploitation		– 115	– 17 445
Variation nettes des autres dettes et créances liés à l'activité		– 1 306	– 4 012
Variation du besoin en fonds de roulement (B)		3 981	1 966
Flux de trésorerie sur activité a = (A + B)		– 211	305
Acquisition d'immobilisations incorporelles		– 14	– 286
Acquisition d'immobilisations corporelles		– 415	– 939
Acquisition de filiales nette de la trésorerie acquise		0	0
Acquisition de titres de participation non consolidés		– 1	– 312
Variation dettes sur immobilisations		0	– 19
Cessions d'immobilisations incorporelles		0	50
Cessions d'immobilisations corporelles		50	65
Cession de filiales nettes de la trésorerie cédée		0	223
Cession d'autres immobilisations financières		16	20
Encaissements liés aux contrats de location financement		1 079	1 575
Variation nette des prêts et créances		– 1	52
Flux de trésorerie sur investissement (b)		713	430
Augmentation de capital		0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	0
Dividendes versés aux minoritaires		0	0
Encaissements provenants des emprunts obligataires		0	0
Remboursements des emprunts obligataires		0	0
Encaissements provenants des emprunts bancaires		0	0
Remboursements des emprunts bancaires		– 2 606	– 4 323
Remboursements des dettes de location financement		– 1 290	– 2 090
Variation nette des autres passifs financiers (2)		1 478	3 352
		0	
Flux de trésorerie sur financement (c)		– 2 418	– 3 061
Incidence de la variation des taux de change		0	– 2
Reclassement de la trésorerie d'ouverture (3)		2 505	0
Variation de trésorerie (d) = (a) + (b) + (c)		589	– 2 328
Trésorerie et équivalents trésorerie à l'ouverture (e)		– 9 837	– 7 509
Trésorerie et équivalents trésorerie à la clôture (d) + (e)	11	– 9 248	– 9 837

(1) Correspond essentiellement au montant de l'abandon de créance de l'actionnaire de référence P2C Investissements (3 000 K€) et à l'impact sur le résultat de période de la valorisation à leur juste valeur des créances sur contrat de location financement (182 K€).

(2) Cette ligne inclus le montant des apports en compte courant de l'actionnaire de référence P2C Investissements pour 3 710 K€ au titre de l'exercice 2004 et 1 355 K€ au titre du premier semestre 2005.

(3) Correspond à l'mpact du reclassement de la trésorerie négative en emprunt consécutivement à la signature le 5 mars 2005 d'un accord de conversion de la ligne de découvert bancaire en dette moyen terme.

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

Annexes au tableau des flux de trésorerie consolidés.

1. Principaux flux sectoriels :

a) Principaux flux d'investissement par secteurs d'activité :

	30/06/05				31/12/04			
	Ingénierie	Service	Non affecté (1)	Total	Ingénierie	Service	Non affecté (1)	Total
Acquisitions d'actifs incorporels	– 8	– 6	0	– 14	– 232	– 54	0	– 286
Acquisitions d'actifs corporels	– 300	– 115	0	– 416	– 529	– 411	0	– 939
Acquisition de filiales nette de la trésorerie acquise	0	0	0	0		0	0	0
Acquisitions d'actifs financiers (hors prêts et créances)	– 1	0	0	– 1	– 312	0	0	– 312
Variation dettes sur immobilisations	0	0	0	0	0	0	– 19	– 19
Remboursement des créances sur location financement	1 079	0	0	1 079	1 575	0	0	1 575
Cession d'actifs incorporels	0	0	0	0	0	0	50	50
Cession d'actifs corporels	50	0	0	50	18	5	43	65
Cession de filiales nettes de la trésorerie cédée	0	0	0	0	223	0	0	223
Cession d'actifs financiers	8	8	0	16	0	0	20	20
Variation nette des autres prêts et créances	0	– 1	0	– 1	– 59	– 15	127	53
Total des flux d'investissement	827	– 114	0	713	684	– 475	222	430

b) Principaux flux de financement par secteurs d'activité :

	30/06/05				31/12/04			
	Ingénierie	Service	Non affecté (1)	Total	Ingénierie	Services	Non affecté (1)	Total
Diminution des emprunts bancaires	– 943	– 64	– 1 598	– 2 606	– 2 320	– 260	– 1 743	– 4 323
Diminution des dettes sur location financement	– 1 224	– 9	– 57	– 1 290	– 1 891	– 17	– 183	– 2 090
Variation nettes des autres passifs financiers	0	– 52	1 530	1 478	– 255	– 41	3 648	3 352
Total des flux de financement	– 2 167	– 125	– 126	– 2 418	– 4 465	– 318	1 722	– 3 061

c) Transactions sans contrepartie en trésorerie : Les principales transactions d'investissement et de financement réalisées sans contrepartie en trésorerie sont présentées ci-dessous :

	30/06/05	31/12/04
Créances sur contrats de location financement	0	6 925
Dettes sur contrats de location financement	– 581	– 6 744
Total	– 581	181

2. Flux liés aux acquisitions et cessions de filiales. — Au 31 décembre 2004 les flux liés aux cessions de filiales s'analysaient comme suit :

Trésorerie des filiales cédées	– 223
Prix reçu pour la cession de filiales	
Flux de trésorerie sur acquisition de filiales	– 223

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

V. — Annexe aux comptes consolidés.

I. Faits significatifs. — En date du 5 mars 2005, faisant suite à la réorganisation de la maison-mère en holding d'animation sans activité opérationnelle, Euraltech S.A. a signé un accord de conversion de sa ligne de découvert de 2,5 M€ en emprunt moyen terme remboursable par trimestre sur 4 ans.

— En date du 15 mars 2005, a été créée la société Macri Makina (Bursa-Turquie) filiale à 99 % de Macri Boussard.

— Regroupement du site de Euraltech TI Rambure (Villiers sur Marne) sur le site d'Evry d'Euraltech TI dont la finalisation est intervenue le 14 octobre 2005.

— En application la norme IAS 36, Euraltech a constaté une dépréciation de l'intégralité de l'écart d'acquisition de la société Aic Egimo (Magri Boussard) soit 7,4 M€ suite au test de valeur réalisé au 30 juin 2005.

— Une charge d'impôt de – 3,1 M€ a été comptabilisée au 30 juin 2005 constituée principalement d'une désactivation des impôts différés à hauteur de – 2,4 M€. Un nouveau « Tax planning » a été établi :

– en 2006 par prudence, il est pris pour hypothèse qu'aucune consommation ne sera réslisée ;

– à compter de 2007 et jusqu'en 2009 les bases ont été revues à la baisse de 20 % pour s'établir à 1,2 M€ par an.

A titre d'événement post clôture, réuni en date du 19 octobre 2005 le conseil de surveillance a nommé M. Gilles Cachot président du directoire, en remplacement de M. René Franceschetti démissionnaire. Le conseil de surveillance, eu égard aux bons résultats des activités services, renouvelle sa confiance à M. René Franceschetti qui est appelé à développer cette activité au sein du groupe Euraltech.

Un litige client significatif est en cours avec une filiale française du groupe et figure en passif latent au 30 juin 2005.

Principes comptables et méthodes d'évaluation IFRS.

II. Principes généraux. — Euraltech applique pour la première fois les normes d'information financière internationales (normes IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et approuvées par le règlement européen nº 1606/2002.

Les états financiers ont été établis sur la base du principe du coût historique et d'une comptabilité d'engagements.

Toutes les sociétés consolidées et associées arrêtent leurs comptes au 31 décembre.

Les informations financières sont données, sauf indication contraire, en milliers d'euros.

Les comptes semestriels au 30 juin 2005 d'Euraltech ont été établis en application des principes d'évaluation et de comptabilisation prévues par les normes IFRS mais présentés conformément aux recommandations de l'Autorité des marchés financiers relatives. En conséquence, les comptes semestriels au 30 juin 2005 n'incluent pas toutes les informations de l'annexe exigées par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaires ».

Par ailleurs, dans la mesure où les comptes consolidés 2005 et semestriels 2006, ainsi que l'information comparative 2004 et semestrielle 2005 qui leur sera jointe devront être arrêtés sur la base des principes applicables, respectivement au 31 décembre 2005 et au 30 juin 2006, les informations du présent document relatives au 31 décembre 2004, au 30 juin 2005, et au bilan d'ouverture au 1er janvier 2004, sont susceptibles de devoir être modifiées pour tenir compte des évolutions éventuelles des normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

III. Première application des normes IFRS. — Euraltech a préparé un bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 établi selon les dispositions énoncées dans IFRS 1 « Première adoption des normes internationales d'information financière » et des comptes 2004 établis conformément au référentiel IFRS, y compris l'application des normes IAS 32 et 39.

La note 28 présente les impacts chiffrés sur le bilan d'ouverture au 1er janvier 2004, sur le bilan au 31 décembre 2004, sur le résultat net au 30 juin 2004 et au 31 décembre 2004.

IV. Périmètre de consolidation. — Les comptes consolidés comprennent ceux de Euraltech S.A. ainsi que ceux de ses filiales et de ses sociétés associées. Cet ensemble forme le groupe Euraltech.

Aucun mouvement de périmètre n'est survenu au cours du 1er semestre 2005.

La société Macri Makina (Turquie) créée au cours du 1er semestre et détenue à 99 % par Macri Boussard n'a pas eu d'activité opérationnelle au cours du 1er semestre 2005 et n'a pas été consolidée.

La société Recherches Développement Réalisation (RDR) a fait l'objet en date du 27 mai 2005 d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société Macri Boussard – cette opération de restructuration interne à effet du 1er juillet 2005 a été sans conséquence sur les comptes consolidés.

La société Guiro a fait l'objet en date du 27 mai 2005 d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société AIC-Egimo, cette opération de restructuration interne à effet du 1er juillet 2005 a été sans conséquence sur les comptes consolidés.

V. Méthodes de consolidation. — Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par le groupe sont consolidées en intégration globale. Il s'agit généralement des sociétés dans lesquelles le groupe détient plus de la moitié des droits de vote.

Indépendamment du pourcentage de participation détenu, la notion de contrôle représente le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une société affiliée afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des capitaux propres.

Les co-entreprises dans lesquelles le groupe partage le contrôle avec un co-entrepreneur et les sociétés associées dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Pour ces sociétés les actifs nets et les résultats sont constatés sur la base des principes comptables propres aux sociétés associées lorsqu'il n'est pas possible de calculer les ajustements selon les principes comptables du groupe.

Les sociétés nouvellement acquises sont consolidées, dès la date effective de transfert de contrôle au groupe, selon la méthode de l'acquisition décrite dans la norme IFRS 3.

Les sociétés ne sont plus consolidées à partir de leur date de cession ou de la date de perte de contrôle.

Les transactions et les résultats inter sociétés sont annulés.

VI. Conversion en monnaies étrangères :

— Comptabilisation des opérations en monnaies étrangères : Dans les sociétés du groupe, les transactions en monnaies étrangères sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la fin de l'année. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont inscrites au compte de résultat.

Par exception à ce principe les écarts de change relatifs à un élément monétaire qui en substance fait partie intégrante de l'investissement net d'une entité dans une entité étrangère sont inscrits en capitaux propres dans un poste « Ecart de conversion » jusqu'à la sortir de cet investissement net, date à laquelle ils sont comptabilisés au compte de résultat ;

— Conversion des états financiers des sociétés étrangères : Lors de la consolidation, les actifs et passifs des sociétés du groupe exprimés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les postes du compte de résultat sont convertis en euros au cours de change annuel moyen ou au cours de change en vigueur à la date de la transaction pour les transactions significatives.

Les différences de change qui surviennent lors de la conversion des actifs nets du groupe par rapport au cours de l'exercice précédent, de même que les différences qui surviennent lors de la conversion au cours de fin d'année des résultats calculés au cours moyen ou effectif, sont imputées directement en capitaux propres dans un poste « Ecart de conversion ».

Lors de la cession des sociétés étrangères, les écarts de conversion s'y rattachant sont comptabilisés au compte de résultat.

VII. Information sectorielle. — L'information sectorielle est établie en fonction de deux critères distincts : l'un primaire, fondé sur les secteurs d'activités du groupe, l'autre secondaire, fondé sur les zones géographiques.

Dans la continuité de l'information donnée dans le paragraphe Processus de transition vers les normes IFRS AU 31 décembre 2004 la norme IAS 14 conduit le groupe EURALTECH à présenter comme critère primaire (activité) représentatif de la structure du groupe qui est organisée autour de deux activités principales :

— le secteur « Service », correspondant aux activités spécialisées dans les prestations de maintenance industrielle, d'aménagement d'utilités (tuyauterie), de déménagement et/ou de réinstallation d'ouvrages techniques ou industriels ;

— le secteur « Ingénierie », regroupant les divisions Ingénierie Industrielle et Ensemblier. En effet, ces 2 divisions exercent le même métier, qu'il s'agisse de fournir une machine d'assemblage de balais d'essuie-glace (Assemblage) un ilôt robotisé de soudure (MACRI-BOUSSARD) ou un atelier de montage final de véhicules (Ensemblier), peu ou prou la démarche de production, les exigences du donneur d'ordres, les contraintes de la concurrence se posent de la même façon. Les sociétés de ces deux divisions exercent par ailleurs l'essentiel de leur activité dans le secteur automobile.

Le groupe développe ses activités essentiellement en Europe et principalement en France. Au titre du découpage secondaire deux zones géographiques sont retenues : la France et le reste de l'Europe.

Les résultats sectoriels représentent la contribution des différents secteurs au bénéfice du groupe.

Les actifs par secteur comprennent les immobilisations corporelles, les clients et autres créances, les stocks et les comptes de régularisation. Les éliminations représentent le montant des transactions réalisées entre les différents secteurs.

VIII. Gestion du risque financier. — Le groupe n'intervient pas sur les marchés financiers et n'est donc pas exposé à des risques spécifiques sur les taux d'intérêts, sur les changes et sur les actions.

Les seuls risques supportés si situent au niveau des emprunts bancaires moyen long terme qui ont été souscrits à taux variable et des dettes et créances libellées en monnaies étrangères.

Au 30 juin 2005, il n'existe pas de politique groupe d'instruments de couverture de taux ou de change susceptibles de limiter l'exposition aux risques évoqués ci-dessus.

IX. Reconnaissance du revenu. — Les revenus sont principalement composés des ventes de biens et services produits dans le cadre des activités du groupe.

La reconnaissance d'un revenu est subordonnée au transfert à l'acheteur des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

Le revenu est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Lorsque des différés de paiement significatifs existent, les paiements futurs sont actualisés et le revenu corrigé des effets de l'actualisation.

X. Contrats de construction. — Pour les contrats de construction, tels que définis par la norme IAS 11, la reconnaissance du revenu est effectuée selon la méthode de l'avancement. Les pertes à terminaison probables sont immédiatement comptabilisées en coût des ventes.

Les travaux en cours sur contrats de construction sont comptabilisés pour leur coût de production et n'incorporent ni les frais administratifs ni les frais financiers.

La variation des provisions pour pénalités de retard ou inhérentes à la mauvaise exécution du contrat est comptabilisée en diminution du chiffre d'affaires.

Les paiements partiels reçus sur contrats de construction, avant que les travaux correspondant n'aient été exécutés sont comptabilisés en avances et acomptes reçus au passif.

Le montant des coûts encourus augmenté des profits comptabilisés et diminué des pertes comptabilisées et facturations intermédiaires est déterminé contrat par contrat. Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif dans un compte « Montant dû par les clients au titre des contrats de construction » si ce montant est négatif, il est inscrit au passif dans un compte « Montant dû aux clients au titre des contrats de construction »

XI. Charges financières. — Les intérêts des emprunts et des dettes de location financement constituent le coût de l'endettement brut.

Les revenus de la trésorerie et équivalents trésorerie sont inclus dans le coût de l'endettement net.

Les autres charges financières nettes comprennent : les écarts de conversion, les profits nets sur cession d'actifs financiers, les dépréciations d'actifs financiers, les autres produits et charges à caractère financier. Impôts sur le résultat

Ce poste comprend les impôts sur les bénéfices exigibles et différés y compris les ajustements d'impôts sur exercices antérieurs.

L'impôt qu'il soit exigible ou différé est directement reconnu en capitaux propres lorsqu'il se rattache à un élément qui a été comptabilisé en capitaux propres à l'origine.

Des impôts différés sont enregistrés sur les différences temporelles qui surviennent lorsque les autorités fiscales enregistrent et évaluent les actifs et les passifs avec des règles qui diffèrent de celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'impôts attendus au moment du renversement de la différence temporelle.

Tout changement de taux d'impôt est enregistré au compte de résultat sauf s'il est lié directement à des éléments comptabilisés à l'origine en capitaux propres.

Des impôts différés passifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles imposables à l'exception des écarts d'acquisition non déductible.

Les impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable que des bénéfices futurs imposables seront disponibles.

Les impôts différés non reconnu lors d'un regroupement d'entreprise et reconnu postérieurement sont comptabilisés en résultat avec un ajustement symétrique de l'écart d'acquisition par le compte de résultat.

Les soldes d'impôts différés sont compensés lorsqu'un droit juridique exécutoire de compensation existe où lorsqu'ils relèvent de la même administration fiscale.

XII. Ecart d'acquisition (goodwill). — L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition et la part du groupe dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables d'une filiale, d'une société associée ou d'une coentreprise, à la date d'acquisition.

Si cette différence est positive, l'écart est reconnu comme un actif et inscrit au bilan dans la rubrique « Ecart d'acquisition ».

Si cette différence est négative, l'écart est immédiatement comptabilisé en résultat.

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation systématique lors de chaque clôture annuelle (ou lors de l'apparition d'un indice de perte de valeur survenant entre deux clôtures) et une perte de valeur est, le cas échéant, comptabilisée dans les conditions définies au § « Pertes de valeur des actifs ».

Les pertes de valeur sur écarts d'acquisition ne sont pas reprises ultérieurement.

XIII. Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût historique après déduction des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles.

Cette rubrique comprend essentiellement des coûts de développement et des licences d'exploitation de logiciels.

L'amortissement est calculé selon un mode linéaire en fonction des durées d'utilité des actifs concernés.

Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Logiciels	1-3 ans
Coûts de développement	5 ans au plus

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées en tant qu'actif lorsqu'elles génèrent des avantages économiques futurs et que leurs coûts sont mesurables de manière fiable.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charge dans la période où elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont inscrites au bilan si et seulement si toutes les conditions définies ci-après sont remplies :

a. le produit ou processus est clairement défini et les coûts qui y sont liés sont mesurés de façon fiable et identifiés séparément ;

b. la faisabilité technique du produit est démontrée ;

c. le produit ou processus sera commercialisé ou utilisé en interne ;

d. les actifs seront générateurs d'avantages économiques futurs ;

e. les ressources techniques et financières adéquates et les autres ressources nécessaires à l'achèvement du projet sont disponibles.

Les coûts de développement activés sont amortis selon la méthode linéaire et ce, sur leur durée d'utilité qui généralement ne dépasse par cinq ans.

XIV. Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût historique après déduction des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces dernières sont comptabilisées séparément.

Les coûts d'entretien et de réparation qui n'augmentent pas le niveau de performance de l'actif concerné au-delà du niveau de performance original sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'une composante d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct, et l'actif remplacé est éliminé.

L'amortissement est calculé selon un mode linéaire en fonction des durées d'utilité des actifs concernés.

Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Terrains	Non amortissables
Bâtiments composant gros œuvre	20 à 50 ans
Bâtiments composant second œuvre	10 à 15 ans
Matériel informatique	3-5 ans
Machines et équipements	5-10 ans
Matériels de transport	5-7 ans
Matériels de bureau	5-10 ans

Les intérêts sur le financement des immobilisations en-cours de construction sont enregistrés au compte de résultat.

Les subventions liées à l'achat d'actifs sont présentées au bilan en déduction de la valeur de ces actifs.

XV. Immeubles de placement. — Les biens immobiliers détenus par le groupe pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital sont classés dans la catégorie des immeubles de placement.

Les immeubles de placement sont évalués initialement à leur coût comme toute immobilisation corporelle.

Après sa comptabilisation initiale les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur.

Pour évaluer la juste valeur de ses biens immobiliers le groupe a recours régulièrement à un évaluateur indépendant.

Les profits ou les pertes résultant des écarts de juste valeur sont comptabilisés dans le résultat de la période à laquelle ils se rattachent.

XVI. Contrats de location. — Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués.

Les immobilisations corporelles détenus en vertu de contrats de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou si cette valeur est inférieure à la valeur actualisée des paiements minimaux liés aux contrats.

L'obligation correspondante est enregistrée dans les dettes financières. Les charges financières, qui représentent la différence entre l'ensemble des obligations de location et la juste valeur des actifs, sont portées au compte de résultats sur la durée du contrat.

La politique d'amortissement des actifs faisant l'objet d'un contrat de location financement est similaire à celle appliquée pour les immobilisations corporelles propriété du groupe.

Lorsqu'il n'existe pas de certitude raisonnable que le preneur devienne propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Les contrats de location ne répondant aux critères de classement en contrats de location financement sont classés en contrat de location simple. Les paiements effectués au regard des contrats de cette nature sont comptabilisés en charges de la période dans le compte résultat.

XVII. Pertes de valeur des actifs. — Le suivi de la valeur des actifs est effectué conformément à la norme IAS 36.

Les tests de valeur sont effectués au niveau de chaque Unité génératrice de trésorerie (UGT) constituée par un ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont propres à cette UGT.

Les valeurs comptables des actifs sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur.

En cas d'identification d'un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation.

Pour les écarts d'acquisition une estimation systématique de la valeur recouvrable est effectuée à la clôture de chaque arrêté. La valeur nette comptable testée comprend l'écart d'acquisition résiduel, les actifs immobilisés d'exploitation ainsi que le besoin en fonds de roulement.

Une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat dès que la valeur comptable de l'UGT excède sa valeur recouvrable.

— Détermination de la valeur recouvrable : La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale d'un actif et sa valeur d'utilité.

— Valeur vénale : La valeur vénale est le montant qui pourrait être obtenu à la date de clôture de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, nette des coûts de sortie.

— Valeur d'utilité : La valeur d'utilité est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs après impôt, calculés à partir des plans à moyen terme établis par le management sur une durée de 10 ans. Au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par l'application d'un taux de croissance perpétuelle, spécifique à chaque Unité génératrice de trésorerie. L'actualisation des flux est effectuée sur la base du coût moyen pondéré du capital (CMPC) du groupe, fixé pour l'exercice à 7,5 %.

XVIII. — Trésorerie et équivalent. — Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de trésorerie.

Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les concours bancaires non assimilables à un financement sont également inclus dans la trésorerie.

XIX. Créances clients. — Les créances clients sont valorisées à leur valeur probable d'encaissement.

A chaque clôture le groupe apprécie s'il y a lieu de constater une dépréciation des créances clients.

Les dépréciations des créances clients ou les pertes sur créances irrécouvrables sont comptabilisées en charges de l'exercice de leur constatation.

XX. Stocks. — Les stocks de matières ou fournitures sont valorisés au prix de revient d'achat déterminé selon la méthode « Premier entré, premier sorti ».

Des provisions sont constituées lorsque la valeur probable de réalisation des stocks est inférieure à leur valeur comptable.

XXI. Comptes de régularisation actifs. — Les comptes de régularisation actifs comprennent les charges payées d'avance imputables au nouvel exercice ainsi que les produits afférents à l'exercice en cours qui ne seront encaissés qu'ultérieurement.

XXII. Actifs financiers. — Les actifs financiers sont composés des immobilisations financières, des créances d'exploitation, des titres de placement et de la trésorerie.

— Evaluation et comptabilisation des actifs financiers :

– Actifs détenus jusqu'à échéance : Ces actifs sont exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement.

Les décotes ou primes sont étalées en résultat sur la durée de détention des titres.

– Prêts et créances : Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations non consolidées, les autres prêts et les autres créances financières.

Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

– Actifs disponibles à la vente : Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation dans des sociétés non consolidées et les titres de placement.

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur.

Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de bourse.

Pour les titres non cotés, la juste valeur correspond à leur coût l'acquisition.

Les titres de placement incluent les titres que le groupe a l'intention de conserver durablement.

Les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisées directement en capitaux propres.

A chaque clôture, un examen du portefeuille des titres est effectué. En cas d'indication objective de perte de valeur (notamment justifiée par une baisse significative et durable de leur valeur d'utilité), une provision pour dépréciation est constatée en résultat. Lorsqu'il s'agit de titres de capital la reprise de cette provision par le résultat n'interviendra qu'au moment de la cession des titres.

– Actifs comptabilisés selon l'option de juste valeur : Pour les titres de placements considérés comme détenues à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

– Trésorerie : Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de trésorerie. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les découverts bancaires non assimilables à un financement sont également inclus dans la trésorerie.

– Titres d'autocontrôle :

Les titres d'autocontrôle et d'auto détention sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

XXII. Passifs financiers. — Les passifs financiers sont composés des emprunts, des autres financements et découverts bancaires et des dettes d'exploitation.

Les dettes financières sont essentiellement constituées des emprunts bancaires et des découverts bancaires.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur coût qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transactions afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les dettes financières sont classées en éléments courant si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

XXIV. Provisions. — Ce poste comprend les obligations du groupe dont l'échéance ou le montant sont incertains, découlant de restructuration, de risques environnementaux, de litiges et d'autres risques.

Une provision est constituée lorsque le groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable.

Les engagements résultant de plans de restructuration sont comptabilisés lorsque des plans détaillés ont été établis et que leur mise en oeuvre repose sur une attente fondée.

XXV. Avantages postérieurs à l'emploi. — Les avantages fournis par les régimes à cotisations définies ne sont pas provisionnés. Les versements à des régimes de retraites à cotisations définies sont comptabilisés en charges de l'exercice concerné.

Le groupe est tenu, en application des conventions collectives applicables en France, de verser à tout salarié partant en retraite une indemnité de départ à la retraite calculée en fonction de l'ancienneté et du salaire de fin de carrière. Les engagements résultant de cette obligation sont déterminés, par un actuaire indépendant, selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les engagements de retraite sont comptabilisés au bilan pour la valeur actualisée des paiements futurs estimés en retenant le taux d'intérêt des obligations d'état dont l'échéance est approximativement celle du passif correspondant.

Les écarts actuariels qui résultent principalement des modifications d'hypothèses sont étalés sur la durée de vie active moyenne restante des salariés.

Le groupe n'a pas constitué d'actifs de couverture au titre des ses engagements de retraite.

Les engagements du groupe résultant d'autres avantages à long terme consistent principalement en des indemnités de départ pour certains salariés qui n'ont pas le caractère de pension.

XXIV. Plan de souscription et d'achat d'actions. — Des options d'achat et de souscription d'actions ont été accordées aux salariés du groupe avant le 7 novembre 2002 et ne sont donc pas comptabilisées à leur juste valeur dans les comptes du groupe Euraltech.

XXVII. Comptes de régularisation passif. — Les comptes de régularisation passifs comprennent les produits encaissés d'avance non affectable à la période ainsi que des charges imputables à la période clôturée mais qui ne seront payées qu'ultérieurement.

XXVIII. Actifs et passifs éventuels. — Les actifs et passifs éventuels sont ceux dont l'existence doit être confirmée par la survenance d'événements futurs.

XXIX. Evénements postérieurs à la clôture. — La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements subséquents altèrent les montants relatifs aux situations existant à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le directoire.

Les autres événements ne modifiant pas l'état des actifs et passifs à la date de clôture sont présentés en note annexe.

Notes.

1. – Ecart d'acquisition.

	Valeur brute	Dépréciations suite aux tests de perte de valeur	Valeur nette
Valeurs au 31 décembre 2004 (*)	25 071	– 1 208	23 863
Acquisitions		0	0
Cessions			0
Dépréciations suite à test de valeur		– 7 403	– 7 403

	Valeur brute	Dépréciations suite aux tests de perte de valeur	Valeur nette
Classement en actifs non courants disponibles à la vente			0
Autres variations			0
Valeurs au 30 juin 2005	25 071	– 8 611	16 461

	Valeur brute	Dépréciations suite aux tests de perte de valeur	Valeur nette
Ingénierie	18 786	– 8 611	10 176
Services	6 285		6 285
			0
Valeurs au 30 juin 2005	25 071	– 8 611	16 461

Le détail des écarts d'acquisition par secteur d'activité est présenté ci-après :

	Valeur brute	Dépréciations suite aux tests de perte de valeur	Valeur nette
Ingénierie	18 786	– 1 208	17 578
Services	6 285		6 285
			0
Valeurs au 31 décembre 2004 (*)	25 071	– 1 208	23 863

Les écarts d'acquisition de l'activité ingenierie sont essentiellement constitués au 30 juin 2005 de :

— 7,4 M€ au titre d'Aic-Egimo (Macri Boussard) ;

— 8,0 M€ au titre d'Euraltech TI.

Pour la société Aic-Egimo (Macri Boussard) la diminution des prises de commandes enregistrée à compter de fin 2004 s'est accélérée sur le premier semestre de l'exercice 2005. Malgré un carnet de commandes d'ouverture au 1er janvier cohérent avec les objectifs (41 % du chiffre d'affaires prévisionnel 2005), cette chute de volume accompagnée d'une baisse de rentabilité des affaires prises s'est traduite par des résultats au 30 juin en très forte détérioration par rapport aux budgets initiaux. Dans ce contexte, en application de la norme IAS 36, le test de dépréciation réalisé sur l'UGT AIC-Egimo (Macri Boussard) a conduit à la dépréciation intégrale de l'écart d'acquisition, soit – 7,4 M€.

Un test de valeur a été effectué en regroupant les entités Euraltech TI et ETM car ces deux entités ont vocation à faire l'objet d'une transmission universelle de patrimoine à effet du 1er janvier 2006 (Décision prise par le directoire du 21 octobre 2005) et devenir une seule et même unité génératrice de trésorerie.

Les écarts d'acquisition d'Euraltech TI et ETM n'ont pas été dépréciés car le test de dépréciation sur ces deux entités réunies n'a pas mis en évidence de perte de valeur au 30 juin 2005.

L'écart d'acquisition de l'activité services concerne l'entité Euraltech Services (Ex Cotumer) pour 6,3 M€.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée au cours du premier semestre 2005.

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

2. – Immobilisations incorporelles.

	Frais de développement (1)	Logiciels et autres	Total
Valeurs brutes à l'ouverture (*)	133	2 386	2 519
Acquisition de la période	0	14	14
Cession de la période	0	0	0
Variations de périmètre	0	0	0
Classement en actifs non courants disponibles à la vente			0
Ecart de conversion	0	0	0
Autres variations	0	3	3
Valeurs brutes à la clôture	133	2 403	2 536
Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture (*)	– 5	– 1 889	– 1 894
Amortissements	– 24	– 156	– 181
Dépréciations suite à test de valeur			0
Cessions	0		0
Variations de périmètre	0	0	0
Classement en actifs non courants disponibles à la vente			0
Ecart de conversion	0	0	0
Autres variations	0	3	3
Dépréciations et amortissements cumulés à la clôture	– 29	– 2 042	– 2 071
Valeurs nettes ouverture (*)	128	497	625
Valeurs nettes clôture	104	361	465
Dont données en garantie de dettes financières (ouverture)	0	0	0
Dont données en garantie de dettes financières (clôture)	0	0	0

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

(1) Il s'agit de frais de développement générés en interne afférents à des projets respectant les critères d'activation prévus par la norme IAS 38.

Ces projets concernent des projets d'amélioration de performance portés par les sociétés suivantes :

— National standard pour un montant de 44 K€ correspondant à 2 projets identifiés ;

— Euraltech TI Rambure pour un montant de 89 K€ correspondant à 3 projets identifiés

3. – Immobilisations corporelles.

3.1. Variations des immobilisations corporelles :

	Terrains	Constructions	Immeubles de placement	Installations, matériels et outillages	Autres	Total
Valeurs bruts à l'ouverture (*)	657	9 604	56	2 663	8 678	21 658
Acquisition de la période	0	7	0	156	252	415
Cession de la période	– 8	– 1 097	0	– 4	– 220	– 1 329
Variations de périmètre						0
Classement en actifs non courants disponibles à la vente	0					0
Ecart de conversion						0
Autres variations					– 3	– 3
Valeurs brutes à la clôture	649	8 514	56	2 815	8 707	20 742
Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture (*)		– 4 372		– 2 178	– 6 453	– 13 003
Amortissements		– 352		– 104	– 484	– 940
Dépréciations suite à test de valeur					0	0
Cessions		599		4	120	723
Variations de périmètre						0
Classement en actifs non courants disponibles vente						0
Ecart de conversion						0

	Terrains	Constructions	Immeubles de placement	Installations, matériels et outillages	Autres	Total
Autres variations						0
Dépréciations et amortissements cumulés à la clôture	0	– 4 124	0	– 2 278	– 6 817	– 13 220
Valeurs nettes ouverture (*)	657	5 232	56	485	2 225	8 656
Valeurs nettes clôture	648	4 390	56	537	1 891	7 522

3.2. Immobilisations corporelles en location financement : Le détail des actifs corporels objet d'un contrat de location financement est présenté ci-dessous

	Terrains	Constructions	Autres	Total
Valeur brute ouverture (*)	351	4 997	512	5 860
Acquisitions	0	0	0	0
Cessions	– 8	– 1 095	0	– 1 103
Variation de périmètre	0			0
Autres				0
Valeur brute clôture	343	3 902	512	4 757
Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture	0	– 2 078	– 501	– 2 579
Amortissements		– 138	– 73	– 211
Cessions		598	0	598
Variation de périmètre				0
Autres				0
Dépréciations et amortissements cumulés à la clôture	0	– 1 617	– 574	– 2 191
Valeurs nettes ouverture (*)	351	2 919	11	3 281
Valeurs nettes clôture	343	2 285	– 62	2 566

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

4. Participations dans les entreprises associées.

	Valeur de mise en équivalence	Ecart d'acquisition	Total
Valeurs 31 décembre 2004 (*)	– 372	0	– 372
Acquisitions			0
Cessions			0
Résultat de la période (1)	– 94		– 94
Distribution de dividendes			0
Ecart de conversion	– 118		– 118
Valeurs 30 juin 2005	– 583	0	– 583

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

La juste valeur des participations dans les entreprises associées est négative au 30 juin 2005, elle est présentée au passif dans les provisions.

Le détail des participations dans les entreprises associées et co-entreprises est présenté ci-après :

	% Intérêt	Valeur au 30/06/05	Valeur au 31/12/04
Euraltech Brasil	30,00	0	0
Do Brasil	30,00	– 583	– 372
Total		– 583	– 372

Les informations caractéristiques des sociétés mises en équivalence sont communiquées ci-dessous :

	31/12/04 (en milliers de Real)				
	Actifs non courants	Passifs non courants	Capitaux propres	Endettement financier net	Résultat net
Euraltech Brasil	0	0	91		nd
Do Brasil	880	2 776	– 3 120	1 932	– 337
Total	880	2 776	– 3 029	1 932	– 337

(1) Les états financiers des sociétés brésiliennes ont été comptabilisés sur la base d'états n'ayant pas fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes. En effet, la société n'a pas accédé à la demande d'Euraltech de lui fournir des comptes au 30 juin 2005.

Il est précisé par ailleurs qu'une provision du compte courant d'Euraltech Brasil de 350 milliers d'euros e été comptabilisée au 30 juin 2005.

5. – Actifs financiers (hors équivalents de trésorerie).

5.1. Variation des actifs financiers. — Les variations des actifs financiers de la période sont présentées ci-dessous :

	31/12/04 (*)	Acquisitions	Cessions	Variation nette	Perte de valeur de la période	Autres	30/06/05
Actifs financiers disponibles à la vente (1)	889	1	– 601			0	289
Prêts et créances financières nettes (2)	5 627	0	0	– 1 074	– 15	253	4 792
Actifs financiers	6 516	1	– 601	– 1 074	– 15	253	5 081

(1) Le portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente est essentiellement composé de titres de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable ou de titres de placement.

Pour les titres de sociétés non côtées la juste valeur à la date de clôture correspond à leur coût d'acquisition.

(2) Nets des provisions éventuelles.

	Juste valeur au 30/06/05	Juste valeur au 31/12/04
Sci du Château d'Hausen	0	15
Macri Tanax Slovaquie	5	5
Macri Makina Turquie	1	0
Titres disponibles à la vente avec juste valeur en capitaux propres	6	20
CIC Sicav Securite	283	556
Sicav Sequin 3 décembre	0	313
Titres disponibles à la vente avec juste valeur en résultat	283	869
Total des titres disponibles à la vente	289	889

Il est rappelé que le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés dans le cadre de sa politique de couverture des risques de taux ou de change.

— aucun montant n'a par conséquent était comptabilisé à l'actif à ce titre.

(3) Les prêts et créances financières nettes sont composées comme indiqué ci-après :

Les prêts et créances sont présentées en variation nette.

	Coût amorti au 30/06/05	Dépréciation	Valeur nette au 30/06/05	Valeur nette au 31/12/04 (*)
Prêts et créances sur sociétés non consolidées	3 315	– 2 741	574	– 289
Créances sur contrat de location financement (a)	6 620	0	6 620	7 698
Dépôts de garantie		0	0	402
Autres		0	0	0
	9 934	– 2 741	7 193	7 812

(a) Voir note 22 relative aux contrats de location.

5.2. Ventilation des actifs financiers courants et non courants : La ventilation des actifs financiers entre éléments courants et non courants est présentée ci-dessous :

	30/06/05			31/12/04 (*)		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	289	0	289	889	0	889
Créances sur contrat de location financement	4 218	2 401	6 620	5 514	2 185	7 698
Prêts et créances financières	566	434	1 000	93	908	100
Actifs financiers	5 074	2 835	7 909	6 496	3 093	9 588

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

6. – Impôts sur le résultat.

1) Charge d'impôts. — La charge d'impôts s'analyse comme suit :

	30/06/05	Année 2004 (*)
Impôts courants sur activités maintenues	– 753	– 699
Impôts courants sur activités abandonnées ou en cours de cession		
Impôts différés sur activités maintenues	– 2 393	245
Impôts différés sur activités maintenues ou en cours de cession		
Charge d'impôt	– 3 146	– 454

Les impôts courants correspondent aux montants des impôts sur le résultat dus à l'administration fiscale au titre de l'exercice, ils sont calculés en application des régles et taux d'imposition en vigueur. La société Euraltech S.A. a opté pour le régime de l'intégration fiscale prévu à l'article 223A du Code général des impôts français pour elle-même et les sociétés françaises qu'elle contrôle au moins à 95 %.

La variation des dettes et créances sur impôt courant est présentée ci-dessous :

	30/06/05	31/12/04 (*)
Créances sur impôt courant (1)	438	734
Dettes sur impôt courant	– 296	– 296
	142	438

La variation des dettes et créances sur impôt courant est principalement expliquée par le paiement de l'impôt forfaitaire au cours du premier semestre.

(1) Ces montants incluent au 31 décembre 2004 des crédits impôts recherche pour Euraltech Assemblage (116 K€) et ETM (336 K€).

Les créances relatives aux crédits impôts recherche ont été dépréciées au cours du premier semestre compte tenu de l'incertitude quant à leur utilisation future.

2) Rationnalisation de la charge d'impôt :

	30/06/05	31/12/04 (*)
Résultat net (a)	– 15 107	136
Résultat net des sociétés mises en équivalence (b)	– 94	– 267
Charge d'impôt (c)	– 2 734	– 314
Résultat avant impôt (a-b-c)	– 12 279	717
Taux d'impôt applicable à la société consolidante (1)	33,83 %	33,83 %
Charge d'impôt théorique au taux de 33,83 %	4 154	– 242
Ecart entre impôt théorique et impôts réel (2)	– 7 300	– 212
Charge d'impôt réelle	– 3 146	– 454

(1) Correspond au taux courant applicable en France et retenu pour le calcul de l'impôt exigible par la société mère Euraltech S.A.

(2) Au 30 juin l'écart entre l'impôt théorique et réel est principalement expliqué par la non reconnaissance d'impôt différé actif sur les déficits de la période, par des différences permanentes (dont une dépréciation des écarts d'acquisition pour 7 403 milliers d'euros), par la dépréciation sur la période pour un montant de 2 300 milliers d'euros d'impôts différés antérieurement comptabilisés et par la dépréciation des crédits impôts recherche ETM et Euraltech Assemblage au 31 décembre 2004 pour 432 milliers d'euros.

3) Variation des impôts différés. — La variation des impôts différés entre, le 31 décembre 2004 et le 30 juin 2005 est présentée ci-dessous :

Impôts différés actifs à l'ouverture	4 114
Impôts différés passifs à l'ouverture	– 76
Impôts différés nets à l'ouverture (*)	4 038
Charge de l'exercice	– 2 393
Variation de périmètre	0
Autres	0
Impôts différés nets à la clôture	1 645
Dont impôts différés actifs	1 714
Dont impôts différés passifs	– 69
Impôts différés nets à la clôture	1 645

4) Sources des impôts différés actifs et passifs. — Les impôts différés comptabilisés au 30 juin 2005 s'analyse de la façon suivante :

	30/06/05	31/12/04 (*)
Différence temporelles sur provisions pour retraite et avantages assimilés	511	490
Autres différences temporelles (1)	– 42	991
Reports fiscaux déficitaires (2)	1 176	2 557
Impôts différés nets à la clôture	1 645	4 038

(1) Les autres différences temporelles correspondent essentiellement à des différences temporaires entre les résultats fiscaux et comptables des sociétés françaises et aux retraitements de consolidation avec impôt différé (location financement, composants...).

(2) Sur la base des prévisions récentes d'activités et des perspectives d'évolution du groupe, Euraltech estime être en mesure de consommer les impôts différés activés sur les reports déficitaires selon le calendrier suivant :

Consommation au cours de l'exercice 2005	0
Consommation au cours de l'exercice 2006	0
Consommation au cours de l'exercice 2007	392
Consommation au cours de l'exercice 2008	392
Consommation au cours de l'exercice 2009	392
	1 176

5) Impôts différés non reconnus. — Les déficits reportables imputables sur les résultats fiscaux futurs au taux de droit commun s'élévaient au 30 juin 2005 à 11 862 milliers d'euros pour les sociétés françaises du groupe.

L'activation de l'intégralité de ces déficits aurait conduit à reconnaître au 30 juin 2005 un actif d'impôt différé supplémentaire de 3 615 milliers d'euros.

Par ailleurs le groupe dispose de déficits reportables à taux réduit des plus et moins values à long terme qui s'élèvent au 30 juin 2005 à 3 921 milliers d'euros.

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

7. – Stocks.

7.1. Composition des stocks. — Le détail de la valeur comptable des stocks est présenté ci-dessous :

	Valeur brute	Dépréciation (o)	Valeur nette 30/06/05
Matières premières	1 027	0	1 027
Autres (1)	1 977	– 624	1 353
Total	3 004	– 624	2 380

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette 31/12/04 (*)
Matières premières	1 104	0	1 104
Autres (1)	1 915	– 567	1 347
Total	3 019	– 567	2 452

(o) Constituée essentiellement de la dépréciation d'un produit fini (machine) dont le prix de revient est supérieur à sa valeur de vente pour 0,4 M€.

(1) Les autres stocks sont composés de produits finis et d'approvisionnement divers.

7.2. Dépréciations et reprises de dépréciations. — L'analyse des variations des dépréciations comptabilisées en compte de résultat au cours de l'exercice est présentée ci-dessous :

	Dépréciations comptabilisées au 31/12/04	Dépréciation nette comptabilisé au résultat	Dépréciations comptabilisées au 30/06/05
Matières premières	0	0	0
Autres	567	57	624
Total	567	57	624

7.3. Stocks donnés en nantissement. — Aucun stock n'est donné en nantissement au 30 juin 2005.

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

8. – Clients.

	Valeur brute 30/06/05	Provisions 30/06/05	Valeur nette 30/06/05	Valeur nette 31/12/04 (*)
Créances clients avant cession de créances	52 876	– 2 604	50 272	67 584
Créances clients cédées (1)	– 1 095		– 1 095	– 10 775
Total	51 781	– 2 604	49 177	56 809

(1) Les sociétés du groupe Euraltech ont ponctuellement recours à des cessions de créances (Dailly) ou à l'escompte.

Les créances cédées dans la cadre de la loi Dailly ont été décomptabilisées et la contrepartie à recevoir inscrite en trésorerie.

Les créances remises à l'escompte ont été maintenues à l'actif au 30 juin 2005.

Le montant des créances escomptées non décomptabilisées est de 1 040 milliers d'euros au 31 décembre 2004 et de 1 395 milliers d'euros au 30 juin 2005.

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

9. – Créances et dettes sur contrats de construction.

Le détail des créances et dettes relatives à l'activité des contrats est présenté ci-dessous :

	Valeur 30/06/05	Valeur 31/12/04 (*)
Coûts des contrats	133 260	140 337
Bénéfices, pertes comptabilisées	18 745	23 430
Facturations intérmédiaires	– 127 211	– 143 931
Total	24 794	19 836

	Valeur 30/06/05	Valeur 31/12/04 (*)
Montant brut à recevoir des clients sur contrats de constructions	27 245	23 787
Montant brut dû par les clients sur contrats de constructions	– 2 450	– 3 951
Total	24 794	19 836
Avances reçues dans le cadre de l'activité des contrats	3 409	211

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

10. – Autres actifs courants.

Le détail des autres actifs courants au 30 juin 2005 est présenté ci-dessous :

	Valeur brute 30/06/05	Dépréciation 30/06/05	Valeur comptable 30/06/05
Créances sociales	138		138
Créances fiscales (1)	8 285		8 285
Autres débiteurs	2 328	– 391	1 937
Charges constatées d'avance	594		594
Total	11 345	– 391	10 954

	Valeur brute 31/12/04 (*)	Dépréciation 31/12/04	Valeur comptable 31/12/04 (*)
Créances sociales	136		136
Créances fiscales (1)	9 405		9 405
Autres débiteurs	1 155	– 41	1 114
Charges constatées d'avance	430		430
Total	11 126	– 41	11 085

(1) Les créances fiscales sont principalement constituées de créances de T.V.A.

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

11. – Trésorerie.

La trésorerie et équivalents trésorerie se décomposent comme suit :

	30/06/05	31/12/04 (*)
Liquidités (comptes courants bancaires et caisse)	2 044	2 305
Placements à moins de trois mois (1)	13	
Découverts et concours équivalents	– 11 305	– 12 142
Total	– 9 248	– 9 837

(1) Les placements à court terme détenus par le groupe sont essentiellement composés de Sicav de trésorerie détenues à des fins de transactions.

Ils sont valorisés à leur valeur de marché au 30 juin 2005.

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

12. – Capital social et actions.

a) Capital social et prime. — Le capital social de la société consolidante Euraltech S.A. est composé au 30 juin 2005 de 18 976 156 actions ordinaires, entièrement libérées d'une valeur nominale de 1,52 € représentant un montant total de 28 929 milliers d'euros.

La prime d'émission s'élève au 30 juin 2005 à 20 902 milliers d'euros.

Le nombre d'actions en circulation a évolué comme suit entre le 31 décembre 2004 et le 30 juin 2005.

	30/06/05	31/12/04
Nombre d'actions ordinaires en circulation à l'ouverture (1)	18 899 600	18 899 600
Augmentation de capital	0	0
Amortissement de capital	0	0
Variations des actions propres	0	0
Nombre d'actions ordinaires en circulation à la clôture	18 899 600	18 899 600
Valeur comptable	1,52	1,52
Valeur de marché	1,53	1,46

(1) Actions émises libérés des actions détenues.

b) Plan d'attribution d'options de souscription d'actions. — Le groupe a accordé à ses salariés et à ses dirigeants des plans de souscription d'actions au cours des exercices antérieurs :

Les mouvements du nombre d'options au cours de l'exercice sont présentés ci-dessous :

	Options de souscription d'actions	
	30/06/05	31/12/04
Options au début de l'exercice	93 128	199 847
Options perdues par les bénéficiaires initiaux	0	0
Options émises au cours de l'exercice	0	0
Options exercées au cours de l'exercice	0	0
Options expirées au cours de l'exercice	0	– 106 719
Options à la fin de l'exercice	93 128	93 128

Les options de souscription d'actions en cours au 30 juin 2005 ont les caractéristiaues suivantes :

	Plan nº 1	Plan nº 2	Plan nº 3.1	Plan nº 3.2	Plan nº 3.3	Total
Date de décision (date du directoire ayant autorisé le plan)	10/12/96	30/08/00	26/12/00	12/01/01	21/03/01	
Date de maturité	11/12/01	30/08/00 et 30/12/01	26/12/00	12/01/01	21/03/01	
Date d'expiration	31/12/04	30/08/07	26/12/08	12/01/08	21/03/08	
Bénéficiaires (M = mandataires sociaux, S = salariés)	M-S	M	S	S	S	
Prix d'exercice en euros	6,41	4,78	4,01	4,14	4,68	
Nombre d'options accordées	214 117	166 319	203 654	16 634	14 417	615 141
Nombre d'options levées	– 107 398	– 88 702	0	0	0	– 196 100
Nombre d'options annulées	– 106 719	– 77 617	– 111 026	– 16 134	– 14 417	– 325 913
Nombre d'options restant à exercer au 30 juin 2005			92 628	500		93 128

c) Actions propres. — Les mouvements sur les actions propres détenues par le groupe sont présentés ci-dessous :

	30/06/05		31/12/04	
	Nombre	Valeur (*)	Nombre	Valeur (*)
Nombre au début de l'exercice	76 556	114	76 556	114
Acquisitions de l'exercice				
Cessions de l'exercice				
Annulations de l'exercice				
Nombre à la fin de l'exercice	76 556	114	76 556	114

(*) Correspond à valeur nette comptable des actions propres à la date d'arrêté des comptes dans les comptes individuels d'Euraltech S.A.

d) Dividendes. — Le dividendes à payer par la société consolidante à ses actionnaires n'est comptabilisé qu'après autorisation de l'assemblée générale.

Aucun dividende n'a été voté par l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2004.

13. – Passifs financiers.

13.1. Variation des passifs financiers. — Les variations des actifs financiers de la période sont présentées ci-dessous :

	31/12/04 (*)	Augmentation	Diminution	Variation nette	Autres mouvements (1)	30/06/05
Emprunts auprès des établissements de crédits	13 352	0	– 2 606	0	2 527	13 273
Dettes sur location financement	9 931	0	– 1 842	0	0	8 089
Découverts bancaires et équivalent (1)	12 102	0	0	1 709	– 2 506	11 305
Autres passifs financiers (2)	3 969	1 489	– 52	0	297	5 701
	39 354	1 489	– 4 500	1 709	318	38 369

(1) Les autres mouvements correspondent pour – 2 506 K€ à l'impact du reclassements des découverts en emprunts consécutivement à la signature le 5 mars 2005 d'un accord de conversion de la ligne de découverts bancaires en dettes moyen terme.

(2) Le poste autres passifs financiers est principalement composé du compte courant de l'actionnaire de référence P2C Investissement qui s'élève au 31 décembre 2004 à 3 542 K€ et au 30 juin 2005 à 5 031 K€, rémunéré comme les comptes courants intra-groupe au taux Euribor 3 mois + 1 %.

13.2. Ventilation des passifs financiers courants et non courants. — La ventilation des passifs financiers entre éléments courants et non courants est présentée ci-dessous :

	30/06/05			31/12/04 (*)		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédits	9 810	3 463	13 273	9 986	3 366	13 352
Dettes sur location financement	5 635	2 455	8 089	7 356	2 575	9 931
Sous total emprunts	15 445	5 918	21 362	17 342	5 941	23 283
Découverts bancaires et équivalents		11 305	11 305		12 102	12 102
Autres passifs financiers	5 320	382	5 701	3 929	40	3 969
	20 764	17 605	38 369	21 271	18 083	39 354

13.3. Echéancier des emprunts :

	Echéance du nominal						Total
	2006	2007	2008	2009	2010	Au-delà	
Emprunts auprés des établissements de crédits	3 742	3 419	3 152	2 529	431		13 273
Dettes sur location financement	2 455	2 382	2 075	472	238	466	8 089
Total	6 197	5 801	5 227	3 001	669	466	21 362

13.4. Ventilation des emprunts par taux fixe et taux variable :

	30/06/05			31/12/04 (*)		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédits	2 193	11 080	13 273	520	12 832	13 352
Dettes sur location financement	4 219	3 871	8 089	5 574	4 357	9 931
Total	6 412	14 950	21 362	6 094	17 189	23 283

13.5. Caractéristiques des principaux emprunts :

	Valeur au bilan au 30/06/05	Juste valeur à l'émission	Devise d'émission	Echéance	Taux contractuel	Taux avant couverture	Taux après couverture
Emprunt Crédit commercial chez Macri Boussard (1)	5 143	9 000	EUR	30/06/09	Euribor 3 mois + 1 %	Non couvert	
Emprunt SGM chez Cotumer (1)	1 620	2 665	EUR	01/08/09	Euribor 3 mois + 1,25 %	Non couvert	
Emprunt Becm chez Cotumer	1 621	2 670	EUR	01/08/09	Euribor 3 mois + 1,25 %	Non couvert	
Emprunt BPL chez Cotumer	1 620	2 665	EUR	01/08/09	Euribor 3 mois + 1,25 %	Non couvert	
Emprunt Société générale chez Euraltech S.A.	2 187	2 500	EUR	05/12/08	Euribor 3 mois + 1,25 %	Non couvert	
Autres non détaillés	1 084						
Emprunts auprès des établissements de crédits	13 275	19 500					
Contrat Becm chez Macri Boussard	2 757	3 744	EUR	01/10/08	Variable non couvert		
Contrat Natexis BP chez Macri Boussard	2 288	3 000	EUR	01/06/08	5,57 % non couvert		
Contrat Crédit agricole chez Macri Boussard	868	1 900	EUR	01/03/07	4,90 % non couvert		
Contrat BECM chez Euraltech TI	334	607	EUR	01/06/08	Variable non couvert		
Autres non détaillés	1 842						
Dettes sur location financement	8 089	9 251					

(1) Les titres des sociétés acquises (Macri-Boussard, Cotumer) ont été donnés en garantie aux banques.

13.6. Endettement net. — L'endettement financier net présenté ci-dessous correspond aux emprunts et soldes créditeurs de banques diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

	30/06/05	31/12/04 (*)
Emprunts	– 21 362	– 23 283
Découverts bancaires	– 11 305	– 12 102
Trésorerie et équivalents trésorerie	2 058	2 305
Endettement net	– 30 610	– 33 080

13.7. Clauses de remboursements anticipés (covenants). — Les emprunts bancaires (acquisition Macri Boussard et Cotumer) souscrits au cours de l'exercice 2002, comportent des clauses usuelles d'exigibilité anticipée :

— non paiement à son échéance par l'emprunteur de tout montant dû en principal ;

— l'emprunteur cesse ou suspend ses activités, volontairement ou non, est en situation de cessation de paiements ;

— l'une quelconque des informations fournies par l'emprunteur ou l'une quelconque des déclarations et garanties se révèle substantiellement inexacte au moment où elle est faite ; la survenance de tout événement défavorable significatif.

Au cours du premier semestre 2005, la ligne de découvert de 2,5 M€ d'Euraltech S.A. convertie en emprunt d'une durée de 4 ans auprès de la Société générale, comporte des covenants financiers portant sur les comptes consolidés annuels : dettes financières MLT < 70 % des capitaux propres, EBE / chiffre d'affaires > 1 %.

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

14. – Provisions pour risques et charges.

	Litiges commerciaux	Litiges sociaux	Restructuration	Provision fiscale	Titres mis équivalence	Autres	Total
Valeurs au 31 décembre 2004 (*)	423	260	0	42	371	– 518	1 614
Dotations (1)	0	45	251	0		175	471
Reprises consommées		– 104				– 111	– 215
Reprises non consommées	– 323		0	0		– 140	– 463
Ecart de conversion					212		212
Autres variations			0	– 27		0	– 27
Valeurs au 30 juin 2005	100	201	251	15	583	442	1 592
Dont part courante	0	0	0	0	0	20	20
Dont part non courante	100	201	251	15	583	422	1 572
	100	201	251	15	583	442	1 592

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

15. – Provisions pour engagements de retraite et autres avantages assimilés.

15.1. Composantes des engagements provisionnés. — Le détail des provisions pour pensions et avantages assimilés est présenté ci-dessous :

	30/06/05	31/12/04 (*)
Indemnités de départ à la retraite	1 583	1 528
Médaille du travail	0	0
Régime de couverture médicale postérieur à l'emploi	0	0
Régime complémentaire de pension	0	0

	30/06/05	31/12/04 (*)
Autres	0	0
Total provisions pour pensions et autres avantages assimilés	1 583	1 528

Au 30 juin 2005, aucune provision n'a été comptabilisée au titre des congés individuels de formation ou au titre des droits individuels à la formation.

15.2. Variation des engagements sur la période :

	30/06/05	31/12/04 (*)
Provision au bilan à l'ouverture	1 548	1 279
Variations de périmètre	0	0
Charges nettes de la période	55	269
Reprises nettes de la période	0	0
Prestations payées sur la période	0	0
Autres variations (dont modifications de régimes)	0	0
Provision au bilan à la clôture	1 603	1 548
Dont part courante	20	20
Dont part non courante	1 583	1 528

15.3. Charges comptabilisées sur la période :

	30/06/05	31/12/04 (*)
Droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de la période	55	269
Effets de l'actualisation des droits acquis	0	0
Rendement escompté des actifs financiers de couverture	0	0
Effets des changements de régimes	0	0
Charges nettes de la période	55	269

La provision pour engagements de retraite n'a pas été actualisée pour toutes les sociétés consolidées au 30 juin 2005.

15.4. Hypothèses de calcul retenues. — Les principales hypothèses actuarielles retenues par le groupe sont présentées ci-dessous :

Taux d'actualisation : taux OAT à 10 ans	4,38 %
Taux de rendement des actifs de couverture	Non applicable
Taux d'augmentation des salaires au-delà du taux d'inflation	1 %
Taux d'inflation	2 %

L'âge de départ à la retraite à l'initiative du salarié du groupe est de 61 ans.

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

16. – Autres passifs courants.

Le détail des autres passifs courants est présenté ci-dessous :

	30/06/05	31/12/04 (*)
Avances et acomptes reçus (voir note 9)	3 409	– 211
Dettes sociales (1)	8 752	10 641
Dettes fiscales (2)	10 471	12 357
Dettes sur immobilisations	0	0
Produits constatés d'avance	0	0
Autres	1 134	2 112
Total	23 766	25 322

(1) Les dettes sociales sont essentiellement des dettes d'une maturité inférieure à un an auprès des organismes sociaux prévoyance et retraite.
(2) Les dettes fiscales sont essentiellement des dettes de T.V.A.
(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

17. – Revenus des activités ordinaires.

	30/06/05	30/06/04 (*)	31/12/04 (*)
Chiffre d'affaires	64 985	69 544	143 833
Revenus des contrats de location financement	181	123	283
Autres revenus des activités ordinaires	2	33	– 92
Revenus des activités ordinaires	65 168	69 700	144 208

(1) Données 2004 retraitées en IFRS.

18. – Résultat opérationnel des activités maintenues.

	30/06/05	30/06/04 (*)	31/12/04 (*)
Revenus des activités ordinaires	65 168	69 700	144 208
Matières premières et fournitures	– 2 293	– 2 236	– 4 787
Dépréciations nettes des stocks de matières et fournitures	105	– 530	– 706
Etudes et prestations de services	– 22 880	– 17 437	– 39 600
Matériels, équipements et travaux	– 10 949	– 15 642	– 29 818
Autres achats	– 124	– 62	– 184
Sous-traitance	– 199	– 1 246	– 802
Locations simples	– 1 737	– 1 857	– 4 137
Entretien et réparations	– 543	– 606	– 1 080
Personnel extérieur	– 1 746	– 1 074	– 4 210
Assurances	– 440	– 494	– 990
Honoraires	– 903	– 846	– 1 655
Déplacements, missions, réceptions	– 2 551	– 2 794	– 5 475
Autres achats consommés	– 1 381	– 1 880	– 3 045
Coûts des biens et services consommés	– 45 639	– 46 704	– 96 488
Charges de personnel (note 25)	– 21 573	– 21 822	– 44 301
Impôts et taxes	– 1 198	– 1 253	– 2 623
Dotations nettes aux amortissements des actifs non courants hors instruments financiers	– 1 117	– 1 123	– 2 202
Dotations nettes aux provisions pour risques et charges hors provision pour retraite / provisions sur créances clients	– 125	1 180	1 620
Amortissements et dépréciations	– 1 242	57	– 582
Dépréciation des écarts d'acquisition	– 7 403	– 1 214	– 1 208
Dépréciation des immobilisations incorporelles			
Dépréciation des immobilisations corporelles	0	0	0
Dépréciations suite aux tests de valeur	– 7 403	– 1 214	– 1 208
Profit sur cession d'actif hors instruments financiers	249		
Perte sur cession d'actif hors instruments financiers		– 182	– 108
Perte sur créances irrécouvrables			
Régularisation sur exercices antérieurs	0	0	0
Production immobilisée	21	– 213	– 503
Autres	– 442	– 233	3 662
Autres charges opérationnelles nettes	712	– 628	3 051
Résultat opérationnel avant impôt des activités maintenues	– 11 175	– 1 864	2 057

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

19. – Charges financières nettes.

	30/06/05	30/06/04 (*)	31/12/04 (*)
Charges d'intérêt sur emprunts	– 775	– 746	– 1 513
Produits sur trésorerie et équivalents trésorerie	0	0	0
Coût de l'endettement net	– 775	– 746	– 1 513
Résultat net de change hors emprunt	– 10	2	10
Dépréciation nette des instrument financiers	– 15	0	– 269
Juste valeur des instruments financiers en résultat			

	30/06/05	30/06/04 (*)	31/12/04 (*)
Profit sur cession d'instruments financiers	32		
Perte sur cession des instrument financiers		8	– 34
Dividendes reçus			
Autres produits et charges financières	76	– 1	18
Autres produits/charges financiers	82	9	– 275
Charges financières nettes	– 693	– 737	– 1 789

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

19. – Charges financières nettes.

	30/06/05	30/06/04 (*)	31/12/04 (*)
Charges d'intérêt sur emprunts	– 775	– 746	– 1 513
Produits sur trésorerie et équivalents trésorerie	0	0	0
Coût de l'endettement net	– 775	– 746	– 1 513
Résultat net de change hors emprunt	– 10	2	10
Dépréciation nette des instruments financiers	– 15	0	– 269
Juste valeur des instruments financiers en résultat			
Profit sur cession des instruments financiers	32		
Perte sur cession des instruments financiers		8	– 34
Dividendes reçus			
Autres produits et charges financières	76	– 1	18
Autres produits sur charges financiers	82	9	– 275
Charges financières nettes	– 693	– 737	– 1 789

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

20. – Transactions avec les parties liées.

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses participations non consolidées, ses co-entreprises et ses entreprises associées.

Ces transactions sont réalisées aux conditions du marché.

Les transactions entre la société-mère et les filiales consolidées éliminées en consolidation ne sont pas présentées dans cette note.

Les parties liées comprennent, les dirigeants du groupe, les entreprises dans lesquelles Euraltech S.A. exerce une influence notable (entreprises consolidées selon la méthode de la mise en équivalence) et les sociétés dans lesquelles un dirigeant d'Euraltech S.A. est dirigeant.

Les transactions significatives réalisées avec les parties liées sont présentées ci-dessous :

	30/06/05	31/12/04 (*)
Prêts ou avances accordés aux parties liées	350	0
Prêts ou avances obtenus des parties liées	5 030	3 542
Garanties accordées aux parties liées	0	0
Garanties obtenues des parties liées	1 929	1 929
Produits des activités ordinaires réalisés avec des parties liées	0	0
Autres revenus réalisés avec des parties liées	0	0
Charges relatives aux parties liées (hors rémunérations)	212	418
Créances sur les entreprises liées	0	0
Dettes envers les entreprises liées	356	168
Provisions pour créances et risques & charges	0	0
Rémunérations des membres (et de la proche famille) de la direction générale	0	0
Rémunérations des membres (et de la proche famille) du directoire ou du conseil de surveillance	614	1 405
Autres avantages accordés aux membres (et de la proche famille) de la direction générale	0	0
Autres avantages accordés aux membres (et de la proche famille) du directoire ou du conseil de surveillance	31	32

(*) Données d'ouverture retraitées en normes IFRS.

21. – Informations sectorielles.

21.1. Informations sectorielles compte de résultat :

Informations par secteurs d'activités	Ingénierie (1)	Services	Holding	Eliminations inter-secteur	Total
	30/06/05	30/06/05	30/06/05	30/06/05	30/06/05
Chiffres d'affaires des secteurs	48 661	18 089	0	– 1 765	64 985
Résultat opérationnel	– 10 283	– 115	– 777	0	– 11 175
Quote-part dans le résultat net des entités associées	– 94	0	0	0	– 94

Informations par secteurs d'activités	Ingénierie (1)	Services	Holding	Eliminations inter-secteur	Total
	30/06/04 (*)	30/06/04 (*)	30/06/04 (*)	30/06/04 (*)	30/06/04 (*)
Chiffres d'affaires des secteurs	55 392	18 048	0	– 3 896	69 544
Résultat opérationnel	93	224	– 2 181	0	– 1 864
Quote-part dans le résultat net des entités associées	0	0	0	0	0

Informations par secteurs d'activités	Ingénierie (1)	Services	Holding	Eliminations inter-secteur	Total
	31/12/04 (*)	31/12/04 (*)	31/12/04 (*)	31/12/04 (*)	31/12/04 (*)
Chiffres d'affaires des secteurs	107 281	42 694	0	– 6 142	143 833
Résultat opérationnel	4 158	1 402	– 3 503	0	2 057
Quote-part dans le résultat net des entités associées	– 267	0	0	0	– 267

(1) Le secteur d'activité ingénierie comprend les metiers d'ingénierie industrielle et d'ensemblier.
(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

21.2. Informations sectorielles bilantielles :

Informations par secteurs d'activités	Ingénierie (1)	Services	Holding	Eliminations inter-secteurs	Total
	30/06/2005	30/06/2005	30/06/2005	30/06/2005	30/06/2005
Ecart d'acquisition	16 461	0	0		16 461
Immobilisations incorporelles	314	100	51		465
Immobilisations corporelles	5 857	2 568	257	– 1 160	7 522
Participations dans les entreprises associées	– 477	0	477		0

Informations par secteurs d'activités	Ingénierie (1)	Services	Holding	Eliminations inter-secteurs	Total
	30/06/2005	30/06/2005	30/06/2005	30/06/2005	30/06/2005
Actifs financiers non courants	4 591	93	247	– 139	4 792
Stocks	1 583	797	0		2 380
Clients	37 026	13 772	5 654	– 7 275	49 177
Trésorerie & équivalents	1 693	250	115		2 058
Autres actifs courants	11 212	1 794	7 214	– 6 431	13 789
Total actifs sectoriels	78 260	19 374	14 015	– 15 005	96 644
Actifs non courant destinés à être cédés					
Emprunts	9 990	35	5 420		15 445
Provisions risques et charges	619	146	807		1 572
Provisions pour retraite et autres avantages assimilés	1 228	354	0		1 583
Passifs financiers non courants	244	140	5 031	– 95	5 320
Fournisseurs	35 708	6 779	3 541	– 7 350	38 678
Passifs financiers courants	12 844	2 102	2 702	– 44	17 605
Autres passifs courants	22 622	5 360	2 138	– 6 354	23 766
Total passifs sectoriels	83 255	14 916	19 640	– 13 843	103 969

Informations par secteurs d'activités	Ingénierie (1)	Services	Holding	Eliminations inter-secteurs	Total
	31/12/2004 (*)	31/12/2004 (*)	31/12/2004 (*)	31/12/2004 (*)	31/12/2004 (*)
Ecart d'acquisition	23 863	0	0		23 863
Immobilisations incorporelles	438	123	63		625
Immobilisations corporelles	6 772	2 626	418	– 1 160	8 656
Participations dans les entreprises associées	– 371	0	371		0
Actifs financiers non courants	5 396	122	247	– 139	5 627
Stocks	1 715	737	0		2 452
Clients	47 883	15 161	6 730	– 12 965	56 809
Trésorerie & équivalents	1 653	497	155		2 305
Autres actifs courants	13 335	1 642	5 559	– 6 359	14 177
Total actifs sectoriels	100 685	20 909	13 544	– 20 623	114 514
Actifs non courant destinés à être cédés					
Emprunts	12 096	103	5 143		17 342
Provisions risques et charges	471	188	935		1 594
Provisions pour retraite et autres avantages assimilés	1 170	358	0		1 528
Passifs financiers non courants	315	140	26	3 448	3 929
Fournisseurs	39 718	6 955	3 243	– 13 067	36 849
Passifs financiers courants	12 378	916	4 833	– 44	18 083
Autres passifs courants	21 998	7 687	5 437	– 9 800	25 322
Total passifs sectoriels	88 146	16 347	19 617	– 19 617	104 647

(1) Le secteur d'activité ingénierie comprend les métiers d'ingénierie industrielle et d'ensemblier.
(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.
Dans la continuité de l'information donnée dans le paragraphe Processus de transition vers les normes IFRS AU 31 décembre 2004, la norme IAS 14 conduit le groupe EURALTECH à présenter comme critère primaire (activité) représentatif de la structure du groupe une organisation autour de deux activités principales :
— le secteur « Service », correspondant aux activités spécialisées dans les prestations de maintenance industrielle, d'aménagement d'utilités (tuyauterie), de déménagement et/ou de réinstallation d'ouvrages techniques ou industriels ;
le secteur « Ingénierie », regroupant les divisions Ingénierie Industrielle et Ensemblier. En effet, ces deux divisions exercent le même métier, qu'il s'agisse de fournir une machine d'assemblage de balais d'essuie-glace (Assemblage), un ilôt robotisé de soudure (Macri-Boussard) ou un atelier de montage final de véhicules (Ensemblier), peu ou prou la démarche de production, les exigences du donneur d'ordres, les contraintes de la concurrence se posent de la même façon. Les sociétés de ces deux divisions exercent par ailleurs l'essentiel de leur activité dans le secteur automobile.

22. – Contrats de location.

a) Contrats de location financement d'Euraltech en tant que preneur. — Les contrats de location financement souscrits par le groupe portent sur des biens immobiliers et des machines sous louées aux utilisateurs finaux.
Les paiements futurs minimaux au 30 juin 2005 sont détaillés ci-dessous :

	< 1 an	> 1 et < 5 ans	> 5 ans	Total des paiements minimaux futurs	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs
Location financement sur biens immobiliers	369	1 260	1 046	2 675	1 842
Location financement sur machines spécifiques	2 449	4 151		6 599	6 247
	2 818	5 410	1 046	9 274	8 089

Ces contrats de location offrent en général une option de rachat mais ne comportent en général par de clause d'ajustement conditionnel des loyers.
Les contrats de crédit-bail immobilier courent sur des durées allant de 15 à 20 ans.
Dans certaines situations Euraltech réalise des transactions de cessions-bail avec des organismes financiers puis sous-loue les actifs sous-jacents à des clients utilisateurs finaux. Ces contrats de location courent en général sur des durées allant de 3 à 5 ans.

La ventilation des paiements futurs minimaux, à la date de clôture, par nature de taux est donnée ci-dessous :

	< 1 an	> 1 et < 5 ans	> 5 ans	Total des paiements minimaux futurs
Location financement taux variable	1 234	2 538	150	3 921
Location financement taux fixe	1 584	2 873	897	5 353
	2 818	5 410	1 046	9 274

b) Contrats de location financement d'Euraltech en tant que bailleur. — Dans le cadre de son activité, Euraltech sous-loue des machines spécifiques à certains de ses clients sous-traitants de rang 1 de l'industrie automobile.

En substance ces contrats sont des locations financement où Euraltech est le bailleur.

Les paiements futurs minimaux relatifs à ces contrats s'élèvent au 30 juin 2005 à :

	< 1 an	> 1 et < 5 ans	>5 ans	Total des paiements minimaux futurs	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs
Location financement sur machines spécifiques ..	2 520	4 612		7 132	6 620
	2 520	4 612		7 132	6 620

Ces contrats de location portent sur des dettes durées allant de 3 à 5 ans sans option d'achat à la fin du contrat et ne comportent en général pas de clause d'ajustement conditionnel des loyers.

c) Contrats de locations simple. — Les contrats de location simple souscrits par le groupe portent essentiellement sur des biens immobiliers et des matériels de transport.

Les paiements futurs minimaux à la date de clôture de l'exercice à effectuer pour les contrats de location simple non résiliables sont présentés ci-après :

	< 1 an	> 1 et < 5 ans	> 5 ans	Total des paiements minimaux futurs
Location simple sur biens immobiliers	832	2 794	1 973	5 599
Location simple sur autres biens				
	832	2 794	1 973	5 599

Les contrats de location simple immobilière ne contiennent pas de clause d'ajustement conditionnel des loyers.

Le montant des loyers conditionnels de la période est considéré non significatif à l'échelle du groupe.

Tous les contrats de location simple immobilière sont des contrats commerciaux portant sur des durées de 3,6 ou 9 ans sans option d'achat.

d) Opérations de cession-bail. — Aucune opération de cession-bail n'a été réalisée au cours de la période.

23. – Résultat par action.

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net de l'exercice (part du groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen pondéré d'actions détenues par des sociétés du groupe.

	30/06/05	30/06/04 (*)	31/12/04 (*)
Résultat net part du groupe (en milliers d'euros)	15 112	1 976	125
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	18 899 600	18 899 600	18 899 600
Résultat par actions (en euros)	– 0,80	– 0,10	0,01

Le résultat net dilué par action est calculé en prenant en compte les effets de tous les instruments en circulation potentiellement dilutifs, déduction faite du nombre moyen pondéré d'actions détenues par des sociétés du groupe.

Le résultat net est corrigé afin d'éliminer la charge financière nette d'impôt correspondant aux instruments dilutifs.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions.

Compte tenu des caractéristiques des options de souscription restantes au 30 juin 2005, le résultat dilué par action peut être considéré comme identique au résultat par action pour les trois périodes présentées.

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

	30/06/05	30/06/04 (*)	31/12/04 (*)
Résultat net retenu pour la calcul du résultat dilué par action (en milliers d'euros)	– 15 112	– 1 976	125
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	18 899 600	18 899 600	18 899 600
Résultat dilué par actions (en euros)	– 0,80	– 0,10	0,01

24. – Engagements hors bilan, actifs et passifs éventuels.

Les engagements présentés ci-dessous n'incluent pas les engagements mentionnés dans la note 22 relative aux contrats de location.

24.1. Détail des engagements hors bilan :

	30/06/05	31/12/04
Nantissements de titres	8 389	12 810
Hypothèques et autres garanties	5 600	5 760
Cautions accordées	5 643	7 752
Engagements donnés	19 632	26 322
Cautions reçues	11 058	1 661
Autres engagements reçus	233	9 385
Engagements reçus	11 291	11 046

24.2. Echéancier des engagements hors bilan :

	30/06/05	< 1 an	> 1 an < 5 ans
Nantissements de titres	8 389	3 867	4 522
Hypothèques et autres garanties	5 600		5 600
Cautions accordées	5 643	5 643	
Engagements donnés	19 632	9 510	10 122
Cautions reçues	11 058	9 129	1 929
Autres engagements reçus	233	233	
Engagements reçus	11 291	9 362	1 929

24.3. Actifs et passifs éventuels. — Un litige client significatif est en cours avec une filiale française du groupe, ce litige en cours d'analyse quant à son montant ne fait pas l'objet d'une procédure judiciaire et figure à ce titre en passif éventuel au 30 juin 2005.

25. – Personnel.

L'effectif moyen du personnel est présenté ci-dessous :

	30/06/05	31/12/04
Cadres	252	302
Employés et techniciens	189	179
Ouvriers	275	374
Autres	66	40
Effectif moyen (équivalent temps plein)	782	895

Les charges de personnel comptabilisées dans le compte de résultat sont présentées ci-dessous :

	30/06/05	30/06/04 (*)	31/12/04 (*)
Rémunérations du personnel	– 14 975	– 15 350	– 30 591
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	– 6 370	– 5 301	– 12 462
Participation et intéressement	– 141	– 302	– 1 019
Autres	– 87	– 869	– 229
Total charges de personnel	– 21 573	– 21 822	– 44 301

(*) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

26. – Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Réuni en date du 19 octobre 2005, le conseil de surveillance a nommé M. Gilles Cachot, président du directoire, en remplacement de M. René Franceschetti démissionnaire.

Un plan de restructuration a été lancé sur Idem au cours du 2e semestre.

27. – Périmètre.

27.1. Sociétés consolidées par intégration globale au 30 juin 2005 :

Société	Pays	Activité (1)	% intérêt 30/06/05	% Contrôle 30/06/05	% Intérêt 31/12/04	% Contrôle 31/12/04
Sainte-Agathe	France	Ingénierie	100,00	100,00	100,00	100,00
Cotulux	Luxembourg	Service	100,00	100,00	100,00	100,00
Cotumer	France	Service	100,00	100,00	100,00	100,00
Euraltech transitique et montage	France	Ingénierie	100,00	100,00	100,00	100,00
Euraltech S.A.	France	Siège	100,00	100,00	100,00	100,00
Euraltech Espana	Espagne	Ingénierie	100,00	100,00	100,00	100,00
Euraltech Usinage	France	Ingénierie	100,00	100,00	100,00	100,00
Euraltech développement	France	Siège	100,00	100,00	100,00	100,00
Euraltech assemblage	France	Ingénierie	100,00	99,67	100,00	99,67
Idem	France	Ingénierie	100,00	100,00	100,00	100,00
Immobilière Saint Agathe	France	Ingénierie	100,00	100,00	100,00	100,00
Macri Boussard	France	Ingénierie	100,00	99,66	100,00	99,67
Gest	France	Ingénierie	100,00	89,00	100,00	88,59
Guiro	France	Ingénierie	100,00	97,08	100,00	97,08
RDR	France	Ingénierie	100,00	99,94	100,00	99,61
AIC Egimo	France	Ingénierie	100,00	100,00	100,00	100,00
Macri	Tchéquie	Ingénierie	100,00	85,00	100,00	85,00
Euraltech contrôle groupe Macri	France	Ingénierie	100,00	100,00	100,00	100,00
National standard	France	Service	100,00	100,00	100,00	100,00
Euraltech Romania	Roumania	Ingénierie	100,00	95,00	100,00	95,00
SCI de Villiers	France	Ingénierie	100,00	100,00	100,00	100,00
Steri	France	Service	100,00	100,00	100,00	100,00
Euraltech TI	France	Ingénierie	100,00	100,00	100,00	100,00

27.2. Sociétés consolidées par mise en équivalence au 30 juin 2005 :

Société	Pays	Activité (1)	% intérêt 30/06/05	% de contrôle 30/06/05	% intérêt 31/12/04	% de contrôle 31/12/04
Euraltech do Brasil	Brésil	Ingénierie	30,00	30,00	30,00	30,00
Euraltech Brasil	Brésil	Ingénierie	30,00	30,00	30,00	30,00

27.3. Société de consolidées au 30 juin 2005 : Néant.

(1) Le secteur d'activité ingénierie comprend les metiers d'ingénierie industrielle et d'ensemblier.

28. – Eléments relatifs à la transition aux normes IFRS.

28.1. Impacts de la transition aux normes IFRS sur les capitaux propres et le résultat net. — Le groupe Euraltech établit pour la première fois des comptes consolidés au normes IFRS.

Les effets chiffrés sur les capitaux propres au 1er janvier 2004 (date du bilan d'ouverture) et au 31 décembre 2004 publiés sous le référentiel français sont présentés ci-dessous :

a) Rapprochement entre les capitaux propres retraités aux normes IFRS et ceux publiés au 31 décembre 2003 en normes françaises :

Capitaux propres au 31 décembre 2003 publiés normes françaises (groupe et minoritaires)	33 736
Reconnaissance du revenu selon la méthode de l'avancement (IAS 11 et IAS 18)	1 263
Retraitement des contrats de location financement (IAS 17)	59
Retraitements des immobilisations selon la méthode des composants (IAS 16)	115
Retraitement des stocks (IAS 2)	– 237
Impôts différés sur écarts d'évaluation (IAS 12)	– 91
Autres impacts	97
Capitaux propres au 1er janvier 2004 aux normes IFRS	34 942

b) Rapprochement entre les capitaux propres retraités aux normes IFRS et ceux publiés au 31 décembre 2004 en normes françaises :

Capitaux propres au 31 décembre 2004 publiés normes françaises (groupe et minoritaires)	32 511
Reconnaissance du revenu selon la méthode de l'avancement (IAS 11 et IAS 18)	226
Retraitement des contrats de location financement (IAS 17)	246
Retraitements des immobilisations selon la méthode des composants (IAS 16)	107
Amortissements des écarts d'acquisition (IFRS 3)	1 453
Autres impacts	67
Capitaux propres au 31 décembre 2004 aux normes IFRS	34 610

c) Rapprochement entre le résultat net aux normes IFRS et celui publié au 31 décembre 2004, en normes françaises :

Résultat net au 31 décembre 2004 publié normes françaises (groupe et minoritaires)	– 1 076
Reconnaissance du revenu selon la méthode de l'avancement (IAS 11 et IAS 18)	– 641
Retraitement des contrats de location financement (IAS 17)	196
Retraitements des immobilisations selon la méthode des composants (IAS 16)	– 42
Retraitement des stocks (IAS 2)	240
Amortissements des écarts d'acquisition (IFRS 3)	1 453
Autres impacts	6
Résultat net au 31 décembre 2004 IFRS	136

d) Rapprochement entre le résultat net aux normes IFRS et celui publié au 30 juin 2004 en normes françaises :

Résultat net au 30 juin 2004 publié normes françaises (groupe et minoritaires)	– 2 424
Reconnaissance du revenu selon la méthode de l'avancement (IAS 11 et IAS 18)	– 620
Retraitement des contrats de location financement (IAS 17)	82
Retraitements des immobilisations selon la méthode des composants (IAS 16)	– 25
Retraitement des stocks (IAS 2)	240
Amortissements des écarts d'acquisition (IFRS 3)	765
Autres impacts	11
Résultat net au 30 juin 2004 IFRS	– 1 971

28.2. Impacts de la transition aux normes sur le compte de résultat consolidé au 30 juin 2004 et au 31 décembre 2004 :

28.2.a. Compte de résultat IFRS au 31 décembre 2004 (format : CRC 99-02).

(En milliers d'euros)	31/12/04 CRC 99-02	Revenus des activités ordinaires (IAS 11) § (IAS 18) (Renvoi 1)	Immobilisations corporelles (IAS 16) (Renvoi 2)	Contrats de location (IAS 17) (Renvoi 3)	Regroupements d'entreprises (IFRS 3) (Renvoi 4)	Autres (Renvoi 5)	Abandon d'activité (IFRS 6)	31/12/04 (Normes IFRS)
Chiffre d'affaires	148 255	– 4 104		– 43			– 275	143 833
Production stockée et immobilisée	– 3 111	3 155				– 44	0	0
Autres produits d'exploitation	11 965			– 1 633		– 1 903	616	9 045
Achats consommés	– 97 517	8				889	486	– 96 134
Charges de personnel	– 44 895					318	276	– 44 301
Autres charges d'exploitation	– 1 854					284	– 245	– 1 815
Impôts et taxes	– 2 627						4	– 2 623
Dotations aux amortissements et provisions	– 6 245	– 28	– 65	1 637		166	56	– 4 479
Résultat d'exploitation	3 971	– 969	– 65	– 39	0	– 290	918	3 526
Résultat financier	– 1 400			320		537	– 918	– 1 461
Résultat courant des sociétés intégrées	2 571	– 969	– 65	281	0	247	0	2 065
Résultat exceptionnel	0	0	0	0				0
Impôts sur les résultats	– 709	327	23	– 96				– 455
Résultat net des sociétés intégrées	1 862	– 642	– 42	185	0	247	0	1 610
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	– 267	0	0	0	0	0	0	– 267
Dotations nettes aux amortissements des écarts d'acquisition	– 2 661				1 453		0	– 1 208
Résultat net de l'ensemble consolidé	– 1 066	– 642	– 42	185	1 453	247	0	135
Part des minoritaires	10							10
Résultat net part du groupe	– 1 076	– 642	– 42	185	1 453	247	0	– 125

Renvoi 1 : Les normes IAS 11 et IAS 18 imposent de comptabiliser les revenus relatifs aux contrats de constructions ou aux prestations de services selon la méthode de l'avancement.

Dans les comptes consolidés en normes françaises la méthode de l'avancement n'étaient pas appliquée de manière homogène pour l'ensemble des sociétés du groupe.

Dans les comptes consolidés en normes IFRS la méthode de l'avancement a été appliquée à l'ensemble des sociétés du groupe.

L'impact sur le résultat au 31 décembre 2004 concernent les sociétés du groupe qui n'appliquaient pas la méthode à l'avancement en 2004.

Renvoi 2 : En application de la norme IAS 16 les dotations aux amortissements ont été recalculées pour tenir compte des durées d'utilité applicables aux différents composants des actifs immobiliers.

Renvoi 3 : Les retraitements des contrats de crédit bail immobiliers déjà effectués dans les comptes consolidés en normes françaises n'ont pas été remis en cause en application de la norme IAS 17.

Pour les contrats de location et de sous-location de machine proposés à certains clients l'application d'IAS 17 a conduit a considérer qu'en substance ces opérations étaient assimilables à des transactions type « Sale and lease back » suivies d'un contrat de location financement au bénéfice de l'utilisateur final de la machine.

Néanmoins et compte tenu de la nature des contrats la marge dégagée lors de la vente à l'organisme financier n'a pas été étalée sur la durée du contrat de location financement.

Renvoi 4 : En application de la norme IFRS 3 les écarts d'acquisition ne sont plus amortis de manière systématique mais doivent faire l'objet de tests de dépréciation périodiques.

le reclassement des transferts de charge et de la production stockée sur les comptes de charges par nature correspondants.

Renvoi 5 : Les autres impacts regroupés dans cette colonne concernent principalement le retraitement d'une dépréciation sur stocks en application d'IAS 2 (impact sur le résultat net de 240 K€), le reclassement des transferts de charge et de la production stockée sur les comptes de charges par nature correspondants (pas d'incidence sur le résultat net).

Renvoi 6 : Au cours du premier semestre 2004 Euraltech a confirmé le retrait de ses activités au brésil en perdant le contrôle opérationnel et financier des filiales DO Brasil et Euraltech Brasil.

Les éléments financiers relatifs à ces deux filiales ont été présentés conformément à la norme IFRS 5.

28.2.b. Compte de résultat IFRS au 31 décembre 2004 (format IFRS) :

(En milliers d'euros)	31/12/04 IFRS (format 99-02)		31/12/04 IFRS (format IFRS)
Chiffre d'affaires	143 833	Chiffre d'affaires	143 833
Production stockée et immobilisée		Autres revenus des activités ordinaires	375
Autres produits d'exploitation	9 045	Coûts des biens et services consommés	– 96 488
Achats consommés	– 96 134	Charges de personnel	– 44 301
Charges de personnel	– 44 301	Impôts et taxes	– 2 623
Autres charges d'exploitation	– 1 815	Amortissements et dépréciations	– 582
Impôts et taxes	– 2 623	Dépréciations suite aux tests de valeur (a)	– 1 208
Dotations aux amortissements et provisions	– 4 479	Autres charges opérationnelles nettes	3 051
Résultat d'exploitation	3 526	Résultat opérationnel des activités maintenues	2 057
		Coût de l'endettement financier (c)	– 1 513
Résultat financier	– 1 461	Autres charges financières nettes	– 275
		Quote-part dans le résultat net des entités associées	– 267
Résultat courant des sociétés intégrées	2 065	Résultat avant impôt des activités maintenues	1
Résultat exceptionnel	0		
Impôts sur les résultats	– 455	Impôts sur les résultats	– 454
Résultat net des sociétés intégrées	1 610	Résultat après impôt des activités maintenues	– 453
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	– 267		

(En milliers d'euros)	31/12/04 IFRS (format 99-02)		31/12/04 IFRS (format IFRS)
Dotations nettes aux amortissements des écarts d'acquisition	– 1 208	Résultat relatif aux activités abandonnées ou en cours de cession (a) (b)	589
Résultat net consolidé	135	Résultat net consolidé	136
Dont part du groupe	125	Dont part du groupe	125
Dont part des minoritaires	10	Dont part des minoritaires	10

Les changements de présentation s'expliquent essentiellement par la présentation des dépréciations des écarts d'acquisition dans le résultat opérationnel (a), la présentation sur une ligne séparée des effets des abandons d'activité (b), la présentation isolée du coût de l'endettement (c).

28.2.c. Compte de résultat IFRS au 31 décembre 2004 (format IFRS).

(En milliers d'euros)	31/12/04 IFRS (format 99-02)		31/12/04 IFRS (format IFRS)
Chiffre d'affaires	143 833	Chiffre d'affaires	143 833
Production stockée et immobilisée		Autres revenus des activités ordinaires	375
Autres produits d'exploitation	9 045	Coûts des biens et services consommés	– 96 488
Achats consommés	– 96 134	Charges de personnel	– 44 301
Charges de personnel	– 44 301	Impôts et taxes	– 2 623
Autres charges d'exploitation	– 1 815	Amortissements et dépréciations	– 582
Impôts et taxes	– 2 623	Dépréciations suite aux tests de valeur (a)	– 1 208
Dotations aux amortissements et provisions	– 4 479	Autres charges opérationnelles nettes	3 051
Résultat d'exploitation	3 526	Résultat opérationnel des activités maintenues	2 057
		Coût de l'endettement financier (c)	– 1 513
Résultat financier	– 1 461	Autres charges financières nettes	– 275
		Quote-part dans le résultat net des entités associées	– 267
Résultat courant des sociétés intégrées	2 065	Résultat avant impôt des activités maintenues	1
Résultat exceptionnel	0		
Impôts sur les résultats	– 455	Impôts sur les résultats	– 454
Résultat net des sociétés intégrées	1 610	Résultat après impôt des activités maintenues	– 453
Quote-part dans le résultat des sociétés mise en équivalence	– 267		
Dotations nettes aux amortissements des écarts d'acquisition	– 1 208	Résultat relatif aux activités abandonnées ou en cours de cession (a) (b)	589
Résultat net consolidé	135	Résultat net consolidé	136
Dont part du groupe	125	Dont part du groupe	125
Dont part des minoritaires	10	Dont part des minoritaires	10

Les changements de présentation s'expliquent essentiellement par la présentation des dépréciations des écarts d'acquisition dans le résultat opérationnel (a), la présentation sur une ligne séparée des effets des abandons d'activité (b), la présentation isolée du coût de l'endettement (c).

28.3. Impacts de la transition aux normes sur le bilan consolidé au 31 décembre 2004 :

28.3.a. Bilan IFRS au 31 décembre 2004 (format CRC 99-02) : Le tableau ci-dessous explique le passage du bilan consolidé au 31 décembre 2004 publié en normes françaises et le bilan consolidé au 31 décembre 2004 établit en application des principes IFRS.

Actif	31/12/04 Normes françaises	Revenus des activités ordinaires (IAS 11) § (IAS 18) (Renvoi 1)	Immobilisations corporelles (IAS 16) (Renvoi 2)	Subventions publiques IAS 20 (Renvoi 3)	Contrats de location (IAS 17) (Renvoi 4)	Regroupements d'entreprises (IFRS 3) (Renvoi 5)	Autres (Renvoi 6)	31/12/04 (Normes IFRS)
Ecart d'acquisition	22 411					1 453		23 864
Immobilisations incorporelles	572		50				3	625
Immobilisations corporelles	16 132		114	– 207	– 7 384			8 655
Immobilisations financières	1 042				7 698		869	9 609
Titres mis en équivalence	0							0
Actif immobilisé	40 157	0	164	– 207	314	1 453	872	42 753
Stocks et en cours	10 160	– 7 708						2 452
Clients et comptes rattachés	77 629	– 21 860					1 040	56 809
Autres créances et comptes de régularisation	15 430	23 965	86		– 496		– 370	38 615
Valeurs mobilières de placement	869						– 869	0
Disponibilités	3 345						– 1 040	2 305
Actif circulant	107 433	– 5 603	86	0	– 496	0	– 1 239	100 181
Total de l'actif	147 590	– 5 603	250	– 207	– 182	1 453	– 367	142 934

Passif	31/12/04 Normes françaises	Revenus des activités ordinaires (IAS 11) § (IAS 18) (Renvoi 1)	Immobilisations corporelles (IAS 16) (Renvoi 2)	Subventions publiques IAS 20 (Renvoi 3)	Contrats de location (IAS 17) (Renvoi 4)	Regroupements d'entre prises (IFRS 3) (Renvoi 5)	Autres (Renvoi 6)	31/12/04 (Normes IFRS)
Capital (1)	28 929							28 929
Primes liées au capital (1)	20 902							20 902
Réserves consolidées	– 17 361	226	107		245	1 453	67	– 15 263
Capitaux propres	32 470	226	107	0	245	1 453	67	34 568
Intérêts minoritaires	41	0	0	0	0		0	41

Passif	31/12/04 Normes françaises	Revenus des activités ordinaires (IAS 11) § (IAS 18) (Renvoi 1)	Immobilisations corporelles (IAS 16) (Renvoi 2)	Subventions publiques IAS 20 (Renvoi 3)	Contrats de location (IAS 17) (Renvoi 4)	Regroupements d'entre prises (IFRS 3) (Renvoi 5)	Autres (Renvoi 6)	31/12/04 (Normes IFRS)
Autres fonds propres								0
Provisions pour risques et charges	3 700	– 558		0		0	0	3 142
								0
Emprunt et dettes financières	35 869				– 57			35 812
Fournisseurs et comptes rattachés	36 858	– 8						36 850
Autres dettes et comptes de régularisation	38 652	– 5 263	143	– 207	– 370		– 434	32 521
Dettes	111 379	– 5 271	143	– 207	– 427	0	– 434	105 183
Total du passif	147 590	– 5 603	250	– 207	– 182	1 453	– 367	142 934

Renvoi 1 : Les normes IAS 11 et IAS 18 imposent de comptabiliser les revenus relatifs aux contrats de constructions ou aux prestations de services selon la méthode de l'avancement.

Dans les comptes consolidés en normes françaises la méthode de l'avancement n'étaient pas appliquée de manière homogène pour l'ensemble des sociétés du groupe.

Dans les comptes consolidés en normes IFRS la méthode de l'avancement a était appliquée à l'ensemble des sociétés du groupe.

En IFRS les montants dus par les clients ou à recevoir des clients dans le cadre de l'activité des contrats sont suivis sur des comptes spécifiques présentés isolément au bilan.

Renvoi 2 : En application de la norme IAS 16 le groupe a comptabilisé ses immobilisations selon la méthode des composants. Sur la base d'expertises indépendantes cette méthode a été appliquée uniquement aux ensembles immobiliers détenus en propre ou utilisés en location financement.

Les impacts de la norme IAS 16 liés aux durées ou aux modes d'amortissements sont non significatifs et n'ont pas été retenus lors de l'établissement du bilan d'ouverture IFRS.

Renvoi 3 : En application de la norme IAS 20 le groupe a décidé de présenter les subventions publiques reçues en diminution de la valeur comptable des actifs pour lesquels elles ont été obtenues.

Renvoi 4 : Les retraitements des contrats de crédit bail immobiliers déjà effectués dans les comptes consolidés en normes françaises n'ont pas été remis en cause en application de la norme IAS 17.

Pour les contrats de location et de sous-location de machine proposés à certains clients l'application d'IAS 17 a conduit à considérer qu'en substance ces opérations étaient assimilables à des transactions type « Sale and lease back » suivies d'un contrat de location financement au bénéfice de l'utilisateur final de la machine.

Néanmoins et compte tenu de la nature des contrats la marge dégagée lors de la vente à l'organisme financier n'a pas été étalée sur la durée du contrat de location financement.

Renvoi 5 : En application de la norme IFRS 3 les écarts d'acquisition ne sont plus amortis de manière systématique mais doivent faire l'objet de tests de dépréciation périodiques.

Renvoi 6 : Les autres impacts regroupés dans cette colonne concernent essentiellement la décomptabilisation d'un passif de 64 K€ ne répondant aux critères de comptabilisation prévues en IFRS, le reclassement pour 869 K€ en actifs financiers des valeurs mobilières de placement ne répondant pas à la définition de trésorerie selon IAS 7, le reclassement des effets escomptés non échus pour 1 040 K€ de la trésorerie vers le poste clients, et la compensation des impôts différés sur les impacts IFRS en application d'IAS 12.

28.3.b. Bilan IFRS au 31 décembre 2004 (format IFRS) : La comparaison entre le bilan IFRS au 31 décembre 2004 format CRC 99-02 (voir note 27-1-a) et le bilan IFRS au 31 décembre 2004 présentation IFRS est présentée ci-dessous :

Présentation CRC 99-02		Présentation IFRS	
	31/12/04 IFRS (Format 99-02)		31/12/04 (Format IFRS)
Actif :		Actif :	
Ecart d'acquisition	23 864	Ecart d'acquisition	23 864
Immobilisations incorporelles	625	Immobilisations incorporelles	625
Immobilisations corporelles	8 655	Immobilisations corporelles	8 655
Immobilisations financières	9 609	Participations dans les entreprises associées	
Titres mis en équivalence		Actifs financiers disponibles à la vente	889
		Autres actifs financiers non courants	5 627
		Impôts différés	4 114
Actif immobilisé	42 753	Actifs non courants	43 774
		Actifs non courant destinés à être cédés ou relatifs aux activités non maintenues	
Stocks et en cours	2 452	Stocks	2 452
		Montants brut à recevoir des clients sur contrats de constructions	23 787
Clients et comptes rattachés	56 809	Clients	56 809
Autres créances et comptes de régularisation	38 615	Autres actifs courants	14 177
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	2 305	Trésorerie et équivalents	2 305
Actif circulant	100 181	Actifs courants	99 530
Total de l'actif	142 934	Total de l'actif	143 304
Passif :		Passif :	
Capital (1)	28 929	Capital	28 929
Primes liées au capital (1)	20 902	Prime d'émission	20 902
Réserves et résultats, part du groupe	– 15 263	Actions propres	
		Réserves et résultats, part du groupe	– 15 264
		Intérêts minoritaires	42
Capitaux propres part du groupe	34 568	Capitaux propres	34 609
Intérêts minoritaires	41		
Provisions pour risques et charges	3 142		
Emprunt et dettes financières	35 812	Emprunts	17 342
		Provisions pour retraite et autres avantages assimilés	1 528

Présentation CRC 99-02		Présentation IFRS	
	31/12/04 IFRS (Format 99-02)		31/12/04 (Format IFRS)
		Provisions pour risques & charges	1 594
		Impôts différés	76
		Autres passifs non courants	3 929
		Passifs non courants	24 470
		Passifs liés aux actifs non courants destinés à être cédés ou relatifs aux activités non maintenues	
		Passifs financiers courants	18 083
		Provisions part courante	20
Fournisseurs et comptes rattachés	36 850	Fournisseurs	36 849
		Montant brut dû aux clients sur les contrats de constructions	3 951
Autres dettes et comptes de régularisation	32 521	Autres passifs courants	25 322
Dettes	105 183	Passifs courants	84 225
Total du passif	142 934	Total du passif	143 304

Les changements de présentation s'expliquent par la ventilation dans le bilan IFRS des actifs, passifs et provisions en part courante et non courante (a), la présentation sur des lignes isolées des actifs et passifs d'impôts différés (b), la présentation des créances et dettes relatives aux contrats de constructions sur des lignes spécifiques (c), la présentation des intérêts minoritaires dans les capitaux propres consolidés.

29. – Abandon d'activités.

Le 29 juin 2004, Euraltech a signé un protocole de vente au profit de la société Lexway de 70 % des actions d'Euraltech Do Brasil et d'Euraltech Brasil pour un montant de 300 K€. Aux termes de cet accord, Euraltech S.A. perdait le contrôle opérationnel et financier de ces deux sociétés brésiliennes.

Les sociétés Euraltech Do Brasil et Euraltech Brasil ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale jusqu'au 30 juin 2004 et consolidées suivant la méthode de la mise en équivalence à compter du 1er juillet 2004.

La cession partielle de ces sociétés a généré dans les comptes consolidés un profit de déconsolidation de 486 K€ et la comptabilisation en résultat de la quote-part d'écart de conversion cédée soit 475 K€.

Le tableau ci-dessous détaille le poste « Résultat net des activités non maintenues » au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2004.

	Année 2004	30 juin 2004
Chiffre d'affaires	275	290
Autres produits des activités ordinaires	– 27	– 27
Marchandises et matières consommées	– 486	– 486
Charges de personnel	– 276	– 276
Impôts et taxes	– 4	– 4
Amortissements et dépréciations	– 56	– 59
Autres charges opérationnelles nettes	245	245
Autres charges financières nettes	918	867
Impôts sur les résultats	0	0
Résultat relatif aux activités non maintenues	589	550

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2005.

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société Euraltech S.A. relatifs à la période du 1er janvier 2005 au 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, sous la forme de comptes intermédiaires tels que définis dans le règlement général de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2004 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué notre examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Comme indiqué à la note 4 « Participations dans les entreprises associées » de l'annexe, le groupe a consolidé au 30 juin 2005 les sociétés Euraltech do Brasil et Euraltech Brasil par mise en équivalence. L'incidence au 30 juin 2005 sur le résultat avant impôt est une perte de 94 K€. Les comptes semestriels de ces entités n'ont pu faire l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes. Nous ne sommes donc pas en mesure de nous prononcer sur la fiabilité de ces informations.

Les actifs non courants au 30 juin 2005 montrent 1 714 K€ d'impôts différés actifs, dont 1 176 K€ qui correspondent à la constatation des déficits fiscaux reportables. Sur la base des performances enregistrées en 2005 et des écarts constatés entre les budgets et les données réelles au cours des derniers exercices, nous ne pouvons pas valider le caractère probable de l'utilisation de ces déficits fiscaux, tel que mentionné dans la note 6 « Impôts sur le résultat » de l'annexe.

Sur la base de notre examen limité et sous ces réserves, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous les aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard, d'une part, des règles de présentation et d'information applicables en France et, d'autre part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, tels que décrits dans les notes annexes.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

— la note II « Principes généraux » de l'annexe qui expose les options retenues pour la présentation des comptes semestriels consolidés, qui n'incluent pas toutes les informations de l'annexe exigées par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et permettant de donner au regard de ce référentiel, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation ;

— la note II « Principes généraux » de l'annexe qui expose les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

A l'exception des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Seyssinet et Reichstett, le 15 novembre 2005.

Les commissaires aux comptes :

SCP Gourgue et Associés ;
JEAN GOURGUE ;

Segec Audit & Conseil :
FRÉDÉRIC PIQUET ;
CHRISTOPHE MUTSCHLER.

99672

EURO SALES FINANCE S.A.

Société anonyme au capital de 80 500 000 €.
Siège social : 26, rue Laffitte, 75009 Paris.
423 556 851 R.C.S. Paris.

Situation au 30 septembre 2005.
(En milliers d'euros.)

Actif	Montants
Caisse, banques centrales, C.C.P.	5 702
Effets publics et valeurs assimilées	0
Créances sur les établissements de crédit	5 780
Opérations avec la clientèle	539 955
Obligations et autres titres à revenu fixe	0
Actions et autres titres à revenu variable	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0
Parts dans les entreprises liées	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	0